

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1891

29 juin 2016

SOMMAIRE

Basic & Háp S.à r.l.	90768	Galeasen S.à r.l.	90725
Bazar Thiel-Schmit S.à r.l.	90727	Gantner & Laux Malerbetrieb S.à r.l.	90729
Beagle Investments S.A.	90727	Garbagna Invest	90731
Beauvallon Investissement S.A.	90727	Gimont Invest S.A.	90725
Belfius Fund	90768	Gimont Invest S.A.	90725
Beta Participations	90727	G.M.N.G. International B.V.	90724
BIL Patrimonial	90768	Golding Buyout 2015 SCS SICAV-FIS	90732
Bioresonance	90726	Golding Buyout SCS SICAV-FIS IX	90732
Bioresonance	90725	Grampian Opportunities Fund	90723
BTG Pactual Oil&Gas S.à r.l.	90726	Gullwing Securities S.A.	90747
Calipso Holdings S.à r.l.	90726	Landericus Property Gamma S.à r.l.	90729
Cdl HOLDING S.A.	90728	Landericus Property Zeta S.à r.l.	90729
ChainFunding Group S.à r.l.	90728	LBK Finance S.A.	90729
Chelsea GCA Realty Luxembourg S.à r.l. ...	90728	LDK Solar Europe Holding S.A.	90730
Chriplan S.A.	90726	LDK Solar Europe Holding S.A.	90730
Downshire Enterprises S.A.	90722	LDK Solar Europe Holding S.A.	90730
Duferco Participations Holding S.A.	90723	Leisure Properties S.A.	90731
DV III General Partner S.A.	90723	Le Jardin d'Amandes S.à.r.l.	90729
Endo Global S.A. SPF	90723	LSF 20 S.à r.l.	90760
Europack S.A.	90722	Lubatex Group	90730
Europe Aciers S.à.r.l.	90722	Lux-A-R S.à r.l.	90730
Eves S.A.	90722	Luxcam S.A.	90731
Eves S.A.	90724	Maxam Holdings S.à r.l.	90728
EVF I Investments S.à r.l.	90724	P.F. Consult S.à r.l.	90767
Fidentiis Tordesillas SICAV	90724		

Europack S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 2, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 68.393.

—
Extrait des résolutions circulaires du conseil d'administration du 19 avril 2016

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de nommer Luc VAN DAMME en tant que Président du Conseil d'Administration.

Pour copie conforme
FIDUPAR
Signature

Référence de publication: 2016099574/13.

(160071004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

Europe Aciers S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4832 Rodange, 408, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 79.628.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 27 avril 2016.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2016099575/11.

(160070379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

Eves S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 24.657.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 5 avril 2016

1. Le siège social de la société est transféré du 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg avec effet au 18 avril 2016.

2. L'adresse professionnelle des administrateurs est également modifiée comme suit avec effet au 18 avril 2016:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, Président,

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

- Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016099576/18.

(160070936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

Downshire Enterprises S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 125.580.

—
Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 12 avril 2016

Monsieur Laurent Créneau, né le 12 novembre 1970 à Esch-sur-Alzette (Luxembourg), demeurant à L-4415 Soleuvre, 49, rue Basse, est nommé administrateur de la société avec effet immédiat.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 12 avril 2016.

Référence de publication: 2016099543/12.

(160070127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

Duferco Participations Holding S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 49.308.

—
EXTRAIT

Comme décidé lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 avril 2016, La Société prend acte de la démission de Monsieur Patrick Moinet, Administrateur de catégorie B, avec effet au 25 avril 2016.

La Société prend acte que l'adresse de Benedict John Sciortino, Administrateur de Catégorie A et Vice Président, est la suivante:

- 12, Avenue des Spélugues, Fairmont Monte Carlo, Appartement 4105/4107, 98000 Monte Carlo (Monaco)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2016.

Référence de publication: 2016099544/15.

(160070111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

DV III General Partner S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 153.463.

Les statuts coordonnés au 20/04/2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28/04/2016.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2016099546/12.

(160071001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

Endo Global S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 163.034.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 31 mars 2016, que la liquidation de la société, décidée en date du 18 décembre 2015, a été clôturée et que la société ENDO GLOBAL S.A. SPF a définitivement cessé d'exister.

Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pour une période de cinq ans au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 26.04.2016.

Pour: ENDO GLOBAL S.A. SPF

Société anonyme - société de gestion de patrimoine familial liquidée

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Référence de publication: 2016099561/18.

(160069941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

Grampian Opportunities Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 163.173.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016099620/9.

(160070531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

Eves S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 24.657.

L'adresse du commissaire, AUDIEX S.A., est depuis le 18 avril 2016 la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 avril 2016.

Référence de publication: 2016099577/11.

(160070936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

EVF I Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 412.550,00.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 142.177.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance

1. Le siège social de la société est transféré du 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg avec effet au 18 avril 2016.

2. L'adresse professionnelle des gérants de catégorie B est également modifiée comme suit:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 avril 2016.

Référence de publication: 2016099578/18.

(160071007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

Fidentiis Tordesillas SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 156.897.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 avril 2016.

Référence de publication: 2016099581/10.

(160070120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

G.M.N.G. International B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 110.838.

Extrait des résolutions prises par le gérant en date du 11 avril 2016

1. Le siège social de la société est transféré du 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg avec effet au 18 avril 2016.

2. L'adresse professionnelle de Monsieur Philippe PONSARD, gérant, est également modifiée comme suit avec effet au 18 avril 2016:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 avril 2016.

Référence de publication: 2016099607/15.

(160070154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

Galeasen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2432 Luxembourg, 18-24, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 205.640.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2016.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2016099608/11.

(160070099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

Gimont Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 187.828.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 4 avril 2016

1. Le siège social de la société est transféré du 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg avec effet au 18 avril 2016.

2. L'adresse professionnelle des administrateurs est également modifiée comme suit:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, Président

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2016.

Référence de publication: 2016099610/17.

(160070259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

Gimont Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 187.828.

L'adresse du commissaire, AUDIEX S.A., est depuis le 18 avril 2016 la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

L'adresse de l'administrateur, Monsieur Thierry FLEMING est dorénavant la suivante:

Monsieur Thierry FLEMING, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant au 33, rue des Merisiers, L-8253 Mamer.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2016.

Référence de publication: 2016099611/14.

(160070259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

Bioresonance, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7240 Bereldange, 75, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 179.108.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour *BIORESONANCE SARL*

Signature

Référence de publication: 2016100867/12.

(160072145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

BTG Pactual Oil&Gas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 981.317.332,35.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 178.407.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2016100881/12.

(160072310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Calipso Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 196.433.

Extrait des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la Société en date du 14 avril 2016:

Le siège social de la Société est transféré avec effet au 14 avril 2016 du 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg au 56, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Luxembourg, le 27 avril 2016.

Pour extrait conforme
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2016100883/15.

(160072047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Bioresonance, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7240 Bereldange, 75, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 179.108.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Pour BIORESONANCE SARL
Signature

Référence de publication: 2016100866/12.

(160072144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Chriplan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 76.042.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 mars 2016, Monsieur Tom Wagner, demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 9, rue Robert Stümper, est nommé administrateur de la société, son mandat expirant en l'an 2018, avec signature conjointe de deux administrateurs.

Il remplace Monsieur Romain Hartmann, démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2016.

G.T. Experts Comptables S.à r.l.
Luxembourg

Référence de publication: 2016100926/15.

(160071969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Beuvalon Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 131.560.

Conformément aux dispositions de l'article 51 bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'administrateur KOFFOUR S.A., R.C.S. Luxembourg B-86086, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société BEAUVALON INVESTISSEMENT S.A., Monsieur Robert HOVENIER, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, avec effet au 15 mars 2016 en remplacement de Monsieur Eric BREUILLE, démissionnaire.

Luxembourg, le 15 mars 2016.

Pour: BEAUVALON INVESTISSEMENT S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2016100861/17.

(160071854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Beta Participations, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 63.916.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 22 janvier 2016

Les actionnaires décident de renouveler les mandats des administrateurs suivants pour une durée de six ans:

- M. Jean-Pierre Lequeux, employé privé, demeurant professionnellement à 4, rue Peterelchen L-2370 Howald, Luxembourg;

- M. Ronald Weber, expert-comptable, demeurant professionnellement à 6 place de Nancy, L-2212 Luxembourg;

- M. Romain Bontemps, expert-comptable, demeurant professionnellement à 6 place de Nancy, L-2212 Luxembourg.

Le mandat des administrateurs ci-dessus prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2021.

Les actionnaires décident également de renouveler le mandat du commissaire pour une durée de six ans.

Le commissaire actuel de la société est donc Compliance & Control Compliance & Control, 6, place de Nancy L-2212 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 172 482, son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2021.

Luxembourg, le 21 avril 2016.

Pour la société

Référence de publication: 2016100865/19.

(160072782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Beagle Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 57.296.

La nouvelle adresse de Monsieur WIREN Mikael, administrateur, est Via Vall'Orba 7, CH-6977 Ruvigliana, Suisse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100860/9.

(160071922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Bazar Thiel-Schmit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6730 Grevenmacher, 16, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 50.291.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100858/9.

(160072471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Cdl HOLDING S.A, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 187.403.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises en date du 29 avril 2016 lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société que Madame Sabrina Colantonio, née à Thionville (France) le 13 mars 1982, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, a été nommée administrateur B de la Société avec effet au 29 avril 2016 et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019, en remplacement de Monsieur Roar Isaksen, administrateur A démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 avril 2016.

Référence de publication: 2016100888/15.

(160072411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

ChainFunding Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1626 Luxembourg, 3, rue des Girondins.
R.C.S. Luxembourg B 141.652.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2016.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2016100889/14.

(160072299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Chelsea GCA Realty Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 70.758.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29. Avril 2016.

Référence de publication: 2016100891/10.

(160071944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Maxam Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 15.576,25.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 159.757.

—
Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 25 avril 2016

La démission de Monsieur Ian THOMAS de son mandat de gérant de catégorie A a été acceptée. Le Conseil de Gérance est par conséquent dorénavant composé de 3 gérants de catégorie A au lieu de 4 et de 2 gérants de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Maxam Holdings S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016101270/15.

(160072269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Gantner & Laux Malerbetrieb S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5447 Schwebsingen, 111, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 123.558.

Der Jahresabschluss vom 31/12/2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016103225/9.

(160074631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2016.

Landericus Property Gamma S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 138.627.

Les comptes annuels au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

LANDERICUS PROPERTY GAMMA S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2016101230/12.

(160071725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Landericus Property Zeta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 14.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 144.240.

Les comptes annuels au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

LANDERICUS PROPERTY ZETA S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2016101231/12.

(160071727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

LBK Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 82.138.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016101232/9.

(160071987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Le Jardin d'Amandes S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6471 Echternach, 12, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 101.630.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016101236/9.

(160071691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

LDK Solar Europe Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89B, rue Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 144.663.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 18 avril 2016.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016101233/12.

(160072264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

LDK Solar Europe Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89B, rue Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 144.663.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 18 avril 2016.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016101234/12.

(160072265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

LDK Solar Europe Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89B, rue Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 144.663.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 18 avril 2016.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016101235/12.

(160072266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Lubatex Group, Société Anonyme.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.
R.C.S. Luxembourg B 163.247.

Les comptes annuels clos au 30 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016101250/9.

(160072195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Lux-A-R S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5654 Mondorf-les-Bains, 18, rue Dr Auguste Schumacher.
R.C.S. Luxembourg B 82.976.

Les comptes annuels au 31.12. 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016101256/9.

(160072067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Leisure Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 188.030.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 25 avril 2016

1. Le siège social de la société est transféré du 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg avec effet au 18 avril 2016.

2. L'adresse professionnelle des administrateurs est également modifiée comme suit avec effet au 18 avril 2016:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, Président

- Monsieur Claude SCHMITZ, conseiller fiscal, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 avril 2016.

Référence de publication: 2016101238/18.

(160072734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Luxcam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8287 Kehlen, 39, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 190.139.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège de la société le 12 novembre 2015

Monsieur Calogero SCHIFANO, administrateur, né le 19/06/1977 à Agrigento (Italie), démission de son poste d'administrateur de catégorie A et d'administrateur délégué, résident professionnellement au 39 Zone Industrielle L-8287 Kehlen avec effet au 28 août 2015.

Monsieur Enrico PIGLIUCCI, employé privé, né le 02/01/1969 à Napoli (Italie), a été nommé au poste d'administrateur délégué résident professionnellement au 39 Zone Industrielle L-8287 Kehlen avec effet au 28 août 2015.

Mademoiselle Esperia PIGLIUCCI, employé privé, né le 30/05/1993 à Aprilia (Italie), a été nommé au poste d'administrateur B résident professionnellement au 39 Zone Industrielle L-8287 Kehlen avec effet au 28 août 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXCAM SA

Un mandataire

Référence de publication: 2016101257/18.

(160071877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Garbagna Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 102.579.

Extrait des décisions prises par l'associé unique et par le conseil d'administration en date du 26 avril 2016

1. M. David SANA a démissionné de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration.

2. M. Nicolas HENRY, administrateur de sociétés, né à Charleroi (Belgique), le 25 novembre 1984, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

3. M. Sébastien ANDRE a été nommé président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

Luxembourg, le 3 mai 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Pour GARBAGNA INVEST

Un mandataire

Référence de publication: 2016102066/18.

(160074082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Golding Buyout 2015 SCS SICAV-FIS, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé,

(anc. Golding Buyout SCS SICAV-FIS IX).

Siège social: L-2132 Luxemburg, 6, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxemburg B 194.523.

Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der Jährlichen Gesellschafterversammlung vom 14. April 2016

Die Gesellschafterversammlung beschließt die Gesellschaft in „Golding Buyout 2015 SCS SICAV-FIS“ umzubenennen.

Die Gesellschafterversammlung beschließt den Gesellschaftsvertrag ohne Anpassung des Gesellschaftszwecks wie neuzufassen:

Titel I. Definitionen

Die folgenden in diesem Gesellschaftsvertrag verwendeten Begriffe haben die nachstehende Bedeutung, sofern sich aus den Umständen nicht etwas anderes ergibt. Alle Bezugnahmen auf den Singular beinhalten eine Bezugnahme auf den Plural (und umgekehrt).

"AIFM" Der durch den Fonds bestellte externe Verwalter alternativer Investmentfonds im Sinne des Gesetzes von 2013.

"AIFM Bestellsvertrag" Der zwischen dem Fonds und dem ggf. bestellten AIFM geschlossene Bestellsvertrag.

"AIFMD" Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Juni 2011 über die Verwalter alternativer Investmentfonds und zur Änderung der Richtlinien 2003/41/EG und 2009/65/EG und der Verordnungen (EG) Nr. 1060/2009 und (EU) Nr. 1095/2010.

"Allgemeine Aufwendungen" Die Aufwendungen, die nicht einem bestimmten Teilfonds bzw. einer bestimmten Kommanditanteilsklasse zuzuordnen sind.

"Allgemeiner Rücknahmepreis" Der in Artikel 13 definierte Begriff.

"Alt-Anleger" Der in Artikel 13 definierte Begriff.

"Angleichende Rücknahme" Der in Artikel 13 definierte Begriff.

"Angleichende Zeichnungsverpflichtung" Der in Artikel 13 definierte Begriff.

"Anleger" Jeder Sachkundige Anleger, der einen vollständig ausgefüllten Zeichnungsschein unterschrieben hat.

"Anlageberater" Ein etwaiger Anlageberater des Fonds und/oder des AIFM.

"Artikel" Ein Artikel dieses Gesellschaftsvertrags.

"Aufwendungen" Die in Artikel 27 dargestellten Aufwendungen des Fonds.

"Bankarbeitstag" Jeder volle Tag, an dem Banken in Luxemburg für den Geschäftsverkehr geöffnet sind.

"Berechnungswährung" Der in Artikel 17 definierte Begriff.

"CSSF" Commission de Surveillance du Secteur Financier "Emissionsdokument" Das Emissionsdokument des Fonds in seiner jeweils geänderten bzw. nachgetragenen Form.

"Fonds" Golding Buyout 2015 SCS SICAV-FIS.

"Geschäftsjahr" Der Zeitraum der am 1. Januar jeden Jahres beginnt und am 31. Dezember desselben Jahres endet.

"Gesellschafter" Jede natürliche oder juristische Person, die einen oder mehrere Gesellschaftsanteile des Fonds hält.

"Gesellschaftsanteile" Die Gesellschaftsanteile des Fonds, d.h. sowohl der Komplementäranteil als auch die Kommanditanteile.

"Kommanditist" Ein Kommanditist des Fonds.

"Kommanditanteilsklassen" Für einzelne Teilfonds ausgegebene Klassen von Kommanditanteilen, die jeweils rechtlich unterschiedlich ausgestaltet sind.

"Gesellschaftsvertrag" Dieser Gesellschaftsvertrag des Fonds.

"Gesetz von 1915" Das luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils geltenden Fassung.

"Gesetz von 2007" Das luxemburgische Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds, in seiner jeweils gültigen Fassung.

"Gesetz von 2013" Das luxemburgische Gesetz vom 12. Juli 2013 betreffend die Verwalter alternativer Investmentfonds, in seiner jeweils gültigen Fassung.

"Kapitalabruf" Die Aufforderung des Fonds Kommanditanteile eines Teilfonds auf Basis der Offenen Zeichnungsverpflichtung des jeweiligen Kommanditisten zu einem bestimmten Termin zu erwerben.

"Kommanditanteile" Sind die Kommanditanteile des Fonds.

"Nettoinventarwert je Kommanditanteil" Dieser entspricht in Bezug auf einen Teilfonds bzw. eine Kommanditanteilsklasse dem Nettovermögen des Teilfonds bzw. der Kommanditanteilsklasse geteilt durch die Zahl der sich im Umlauf befindlichen Kommanditanteile des Teilfonds bzw. der Kommanditanteilsklasse.

"Nettokapitaleinlage" Der in Artikel 36 definierte Begriff.

"Nettovermögen" Die Summe der Vermögenswerte des Fonds bzw. eines Teilfonds bzw. einer Kommanditanteilsklasse abzüglich der Summe der Verbindlichkeiten des Fonds bzw. des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Kommanditanteilsklasse.

"Neu-Anleger" Der in Artikel 13 definierte Begriff.

"Nicht-zulässige Anleger" Alle Personen, die nicht als Zulässige Anleger qualifizieren.

"Offene Zeichnungsverpflichtung" Ist der Teil der von dem jeweiligen Anleger gegenüber dem Fonds eingegangenen Zeichnungsverpflichtung, die noch nicht vom Anleger erfüllt wurde.

"Register" Das Register der Gesellschafter bzw. Gesellschaftsanteile gemäß Artikel 16(6) des Gesetzes von 1915 und Artikel 8 des Gesellschaftsvertrags.

"Rücknahmebenachrichtigung" Das Schreiben des Fonds mit dem die Kommanditisten über eine Rücknahme von Kommanditanteilen benachrichtigt werden.

"Rücknahmezeitpunkt" Der Zeitpunkt, zu dem die jeweiligen Kommanditanteile durch den Fonds zurückgenommen werden.

"Sachkundiger Anleger" Alle natürlichen und juristischen Personen, die als Sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 gelten.

"Säumiger Anleger" Ein Kommanditist, der vom Fonds auf Grund eines Verzuges mit seinen Zahlungsverpflichtungen gegenüber dem Fonds zum Säumigen Anleger erklärt wurde.

"Schädlicher Anleger" Hat die in Artikel 10 definierte Bedeutung.

"Spezifische Aufwendungen" Die einem Teilfonds bzw. einer Kommanditanteilsklasse zuzurechnenden Aufwendungen.

"Substanzausschüttungen" Ausschüttungen, die weder Ergebnisausschüttungen noch Rücknahmen von Kommanditanteilen sind.

"Textform" Brief, Fax oder elektronische Nachricht.

"US-Person" Staatsbürger der USA oder Personen mit ständigem Wohnsitz in den USA bzw. nach den Gesetzen von US-Bundesstaaten, Territorien oder Besitzungen der USA gegründete Kapital- oder Personengesellschaften oder Nachlassvermögen bzw. Trusts außer Nachlässen bzw. Treuhandverhältnissen, deren Einkommen aus Quellen außerhalb der USA bei der Berechnung des Bruttoeinkommens für US-Einkommensteuerzwecke nicht berücksichtigt wird, oder jegliche Firmen, Gesellschafter oder andere Rechtsgebilde - unabhängig von Nationalität, Domizil, Standort und Geschäftssitz -, wenn gemäß dem jeweils geltenden Einkommensteuerrecht der USA deren Besitz einer oder mehreren US-Personen bzw. in der unter dem US-Securities Act von 1933 erlassenen Regulation S oder dem US-Internal Revenue Code von 1986 in seiner jeweils letzten Fassung als "USPersonen" definierten Personen zugeschrieben wird.

"VAG-Anleger" Ein Kommanditist, bei dem es sich (i) um ein deutsches Versicherungsunternehmen oder eine sonstige juristische Person handelt, auf die das deutsche Versicherungsaufsichtsgesetz (VAG) sowie die Verordnung über die Anlage des gebundenen Vermögens von Versicherungsunternehmen (AnIV) oder die Pensionsfonds-Kapitalanlagenverordnung (PfKapAV) im Hinblick auf die Anlage des gebundenen Vermögens anwendbar sind und die Kommanditanteile der Gesellschaft im Sicherungsvermögen oder sonstigen gebundenen Vermögen hält, oder (ii) um ein Investmentvehikel handelt, das direkt oder mittelbar ausschließlich von den unter (i) genannten Investoren im Sicherungsvermögen oder sonstigen gebundenen Vermögen gehalten wird.

"Verwahrstelle" Die Verwahrstelle des Fonds im Sinne von Artikel 37.

"Wert der Einbringung" Das Nettovermögen der zu verschmelzenden Teilfonds und/oder Kommanditanteilsklassen, das nach den auf die Bewertung des Nettovermögens anzuwendenden Regeln des aufnehmenden Teilfonds bewertet wurde.

"Zeichnungsschein" Das zur Zeichnung von Kommanditanteilen eines Teilfonds vom Kommanditisten auszufertigende Formular.

"Zeichnungsverpflichtung" Die durch den Kommanditisten gegenüber dem Fonds durch Unterzeichnung des Zeichnungsscheins eingegangene Verpflichtung, Kommanditanteile eines Teilfonds in Höhe des im Zeichnungsschein genannten Betrags zu zeichnen.

"Zulässige Anleger" Sachkundige Anleger, die nicht als US Personen qualifizieren.

"Zwangsrücknahmepreis" Der in Artikel 13 definierte Begriff.

Titel II. Name - Geschäftssitz - Laufzeit - Gesellschaftszweck

Art. 1. Name. Zwischen dem Komplementär, dem Gründungskommanditisten und allen denjenigen, welche Eigentümer von zukünftig ausgegebenen Gesellschaftsanteilen werden, besteht eine Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) mit dem Namen Golding Buyout 2015 SCS SICAV-FIS (der "Fonds"). Bei dem Fonds handelt es sich gemäß dem Gesetz von 2013 um einen alternativen Investmentfonds und er unterliegt dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 1915.

Art. 2. Geschäftssitz.

(1) Geschäftssitz des Fonds ist 6, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Tochtergesellschaften, Zweigstellen und sonstige Geschäftsstellen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden. Der Geschäftssitz kann durch Beschluss des Komplementärs innerhalb von Luxemburg-Stadt verlegt werden. Die Verlegung des Geschäftssitzes in eine andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg bedarf eines Beschlusses der Gesellschafterversammlung, welche unter den für Änderungen des Gesellschaftsvertrages vorgesehenen Bedingungen entscheidet.

(2) Sofern der Komplementär die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische, soziale oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf des Fonds an seinem Geschäftssitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Geschäftssitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit des Fonds keinen Einfluss haben. Der Fonds wird eine luxemburgische Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Laufzeit, Liquidation und Beendigung.

(1) Der Fonds wird für eine unbegrenzte Laufzeit errichtet. Der Fonds tritt jedoch bei Liquidation eines Teilfonds automatisch in die Phase der Liquidation ein, wenn zu diesem Zeitpunkt kein weiterer Teilfonds mehr besteht.

(2) Das Ableben oder die Liquidation eines oder mehrerer Gesellschafter hat nicht die automatische Liquidation des Fonds zur Folge.

(3) Der Fonds wird nicht liquidiert im Falle der Liquidation, des Rücktritts, des Ausscheidens oder der Insolvenz des Komplementärs oder falls der Komplementär aus anderen rechtlichen Gründen nicht mehr fähig ist, für den Fonds zu handeln. Auch die Übertragung des Komplementäranteils führt nicht zur Auflösung des Fonds. In den in diesem Absatz aufgezählten Fällen der Handlungsunfähigkeit des Komplementärs wird die Gesellschafterversammlung nach dem in Artikel 20 (2) vorgegebenen Verfahren einen neuen Komplementär bestimmen, vorbehaltlich der Zustimmung der CSSF.

(4) Der Fonds wird liquidiert, wenn er nicht wenigstens einen Komplementär und einen Kommanditisten hat, die von einander verschieden sind.

(5) Der Fonds kann zu jeder Zeit auf Vorschlag des Komplementärs durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und vorbehaltlich der gemäß diesem Gesellschaftsvertrag für Änderungen des Gesellschaftsvertrags erforderlichen Quorums- und Mehrheitserfordernisse liquidiert werden.

(6) Sollte der Nettoinventarwert des Fonds unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (Euro 1.250.000,-), fallen, so hat der Komplementär der Gesellschafterversammlung die Entscheidung über die Liquidation des Fonds vorzulegen. Die Gesellschafterversammlung, auf der es kein Anwesenheitsquorum gibt, entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen Gesellschaftsanteile. Fällt der Nettoinventarwert unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals, so genügt zur Liquidation des Fonds ein Viertel der Stimmen der auf der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschaftsanteile, ohne dass ein Anwesenheitsquorum besteht. Die Gesellschafterversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb einer Frist von vierzig Bankarbeitstagen nach der Feststellung, dass der Nettoinventarwert des Fonds unter zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestvermögens gefallen ist, abgehalten wird.

(7) Die Liquidation des Fonds wird von einem bzw. mehreren Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handelt. Die Gesellschafterversammlung bestellt die Liquidatoren und legt ihre Kompetenzen und Vergütung fest, vorbehaltlich der Zustimmung der CSSF.

(8) Das Vermögen des Fonds wird vor Beendigung des Fonds ordnungsgemäß liquidiert. Alle Erlöse aus der Liquidation von Anlagen werden in bar ausgezahlt. Eine Sachauskehrung findet nur mit Zustimmung des betreffenden Kommanditisten statt.

Art. 4. Gesellschaftszweck.

(1) Der ausschließliche Zweck des Fonds besteht darin, sein Vermögen innerhalb der Bedingungen und Beschränkungen des Gesetzes von 2007 in Vermögenswerte anzulegen, um die Anlagerisiken zu streuen und unter Berücksichtigung der im Emissionsdokument näher beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen über Eigenkapitalbeteiligungen und/oder nachrangige Darlehen (und/oder Genussrechte), denen überwiegender Eigenkapitalcharakter zukommt, in Tochtergesellschaften, Beteiligungsgesellschaften und/oder in Form von Co-Investments in nicht-börsennotierte Gesellschaften zu investieren sowie seinen Gesellschaftern die Ergebnisse der Verwaltung seines Vermögens zu Gute kommen zu lassen.

(2) Der Fonds ist grundsätzlich berechtigt, alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erreichung oder zur Förderung dieses Gesellschaftszwecks auf Grundlage und im Rahmen der Bestimmungen des Gesetzes von 2007 notwendig oder nützlich erscheinen.

Titel III. Kapital - Gesellschaftsanteile - Nettoinventarwert

Art. 5. Kapital.

(1) Das Kapital des Fonds besteht aus voll eingezahlten Gesellschaftsanteilen ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem gesamten Nettovermögen des Fonds.

(2) Das Mindestkapital des Fonds beträgt Euro 1.250.000,00 (eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro). Das Mindestkapital ist innerhalb von zwölf Monaten ab dem Tag der Zulassung des Fonds als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen zu erreichen.

(3) Die Referenzwährung des Fonds ist der Euro (EUR).

(4) Das Gründungskapital des Fonds besteht aus

- a. Einem (1) Komplementäranteil ohne Nennwert, der vom Komplementär gehalten wird; und
- b. Einem (1) Kommanditanteilen ohne Nennwert, der vom Gründungskommanditisten gehalten wird.

Art. 6. Arten und Klassen von Gesellschaftsanteilen Sowie Teilfonds.

(1) Als Kommanditgesellschaft (*société en commandite simple*) besitzt der Fonds zwei Arten von Anteilhabern:

a. der Komplementär (*associé commandité*), der mindestens einen (1) Komplementäranteil hält und der gemeinsam und solidarisch mit etwaigen weiteren Komplementären für jede Verpflichtung des Fonds haftet, die nicht aus den Vermögenswerten des Fonds beglichen werden kann; und

b. die Kommanditisten (*associés commanditaires*), die einen oder mehrere Kommanditanteile halten und deren Haftung auf ihre Kapitaleinlage in den Fonds beschränkt ist. Der Fonds kann eine unbegrenzte Anzahl von Kommanditisten haben.

(2) Der Komplementär ist berechtigt, nach eigenem Ermessen ohne Zustimmung der Kommanditisten jederzeit einen oder mehrere Teilfonds im Sinne des Artikels 71 des Gesetzes von 2007 aufzulegen, welche jeweils einen separaten Teil des Vermögens des Fonds umfassen. Der Fonds wird für jeden Teilfonds spezifische Charakteristika und Bestimmungen definieren, insbesondere eine spezifische Anlagepolitik sowie spezifische Anlagebeschränkungen festsetzen und jeden Teilfonds eindeutig bezeichnen.

(3) Die Rechte der Kommanditisten und Gläubiger eines Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich gemäß Artikel 71 (5) des Gesetzes von 2007 auf die Vermögenswerte dieses Teilfonds. Jeder Teilfonds besitzt ein eigenständiges Teilvermögen und führt seine Geschäfte insoweit unabhängig, als jedes Teilfondsvermögen zum ausschließlichen Nutzen des betreffenden Teilfonds investiert wird. Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Ansprüche der Gesellschafter dieses Teilfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind. Im Verhältnis der Gesellschafter untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

(4) Der Komplementär ist berechtigt, neben dem/den Komplementäranteil(en) für jeden Teilfonds eine Mehrzahl von Kommanditanteilsklassen auszugeben, die je Kommanditanteilsklasse rechtlich unterschiedlich ausgestaltete Kommanditanteile umfassen. Die Kommanditanteilsklassen können sich im Hinblick auf die Zeichnungspreise, die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungs- bzw. Wiederanlagepolitik, die von den Kommanditisten zu erfüllenden Voraussetzungen, die Berechnungswährung oder sonstige besondere Merkmale, die jeweils vom Komplementär bestimmt werden, unterscheiden. Der Nettoinventarwert je Kommanditanteil wird für jede ausgegebene Kommanditanteilsklasse einzeln berechnet. Falls Kommanditanteilsklassen ausgegeben werden, werden die unterschiedlichen Merkmale der einzelnen Kommanditanteilsklassen im Emissionsdokument aufgeführt.

(5) Ein Teilfonds oder eine Kommanditanteilsklasse kann nur auf Vorschlag des Komplementärs durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und vorbehaltlich der gemäß diesem Gesellschaftsvertrag für Änderungen des Gesellschaftsvertrags erforderlichen Quorums- und Mehrheitserfordernisse aufgelöst werden.

Art. 7. Gesellschaftsanteile, Form und Rechtsstellung.

(1) Die Gesellschaftsanteile werden ausschließlich als Namensanteile und ohne Nennwert ausgegeben. Die Gesellschaftsanteile müssen bei Begebung vollständig eingezahlt werden. Einlagen der Gesellschafter sind in bar zu leisten. Eine Ausgabe effektiver Stücke erfolgt nicht. Die Gesellschaftsanteile sind Wertpapiere (*titres*) im Sinne von Artikel 16(1) des Gesetzes von 1915. Bruchteile von Gesellschaftsanteilen werden mit bis zu drei Dezimalstellen ausgegeben.

(2) Jeder Gesellschaftsanteil gibt Anrecht auf eine Stimme in den Gesellschafterversammlungen. Bruchteile von Gesellschaftsanteilen sind nicht stimmberechtigt.

(3) Der Fonds erkennt nur einen einzigen Gesellschafter pro Gesellschaftsanteil oder Bruchteil eines Gesellschaftsanteils an. Wird ein Gesellschaftsanteil von mehreren Personen gehalten, besitzt der Fonds das Recht, die Ausübung aller damit verbundenen Rechte auszusetzen, bis eine Person im Verhältnis zum Fonds zum alleinigen Eigentümer ernannt wird; nur diese wird im Register als Eigentümer eingetragen. Die gleiche Regelung gilt im Falle eines Konfliktes zwischen dem Nießbraucher (*usufruitier*) und dem rechtlichen Eigentümer (*nu-propriétaire*) bzw. zwischen dem Pfandgeber und Pfandnehmer.

(4) Die Kommanditanteile nehmen entsprechend Artikel 36 an der Ergebnisverwendung teil.

(5) Da die Gesellschaftsanteile bei Ausgabe voll einzubezahlen sind, sind die Kommanditisten gemäß dem Gesellschaftsvertrag bei vollständiger Erbringung ihrer auf den jeweiligen Kommanditanteil entfallenden Zeichnungsverpflichtung diesbezüglich nicht zur Einlage oder sonstigen Zahlung darüber hinausgehenden Kapitals verpflichtet.

(6) Kommanditanteile sind vorbehaltlich der Bestimmungen in Artikel 14 frei übertragbar.

(7) Die Kommanditanteile des Fonds sind zurzeit nicht an einer Börse notiert. Der Komplementär kann jedoch die Zulassung von unterschiedlichen Kommanditanteilsklassen zur Notierung an der Luxemburger Börse und/oder einer an-

deren Börse beantragen. Falls eine Kommanditanteilsklasse an einer Börse notiert ist, so wird dies im Emissionsdokument aufgeführt.

Art. 8. Register der Gesellschaftsanteile.

(1) Der Fonds bzw. die von diesem beauftragte Register- und Transferstelle führt über alle ausgegebenen Gesellschaftsanteile ein Register mit den beteiligungsbezogenen Daten der Gesellschafter. Das Eigentumsrecht an den Gesellschaftsanteilen entsteht gegenüber dem Fonds durch den Eintrag in das Register. Nur die Eigentümer von Gesellschaftsanteilen, die in das Register eingetragen sind, können Rechte aus den Gesellschaftsanteilen gegenüber dem Fonds geltend machen. Jeder Gesellschafter erhält eine schriftliche Bestätigung, dass die Gesellschaftsanteile auf seinen Namen im Register eingetragen sind.

(2) Beteiligungsbezogene Daten sind insbesondere Name, Geschäftssitz, Postanschrift, zuständiges Finanzamt, Steuer-Nummer bzw. Steuer-Identifikationsnummer, Legitimierung nach dem abgeänderten luxemburgischen Gesetz zur Bekämpfung von Geldwäsche vom 12. November 2004 in der jeweils gültigen Fassung, den entsprechenden Großherzoglichen Verordnungen sowie den einschlägigen Rundschreiben der CSSF in der jeweils letzten Fassung sowie die Bankverbindung.

(3) Jeder Gesellschafter teilt dem Fonds bzw. der Register- und Transferstelle die beteiligungsbezogenen Daten und alle Änderungen unverzüglich mit und belegt dies durch geeignete Unterlagen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen des Fonds an die Gesellschafter können rechtsverbindlich an die im Register verzeichnete Postanschrift versendet werden.

Art. 9. Zulässige Anleger.

(1) Kommanditanteile werden nur an Zulässige Anleger ausgegeben. Ein "Zulässiger Anleger" ist ein Sachkundiger Anleger gemäß dem Gesetz von 2007, der nicht als US Person qualifiziert. "Nicht-zulässiger Anleger" ist jede Person, die nicht als zulässiger Anleger qualifiziert. Zeichnet oder erwirbt ein Kommanditist Kommanditanteile nicht auf eigene Rechnung, sondern auf Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein Zulässiger Anleger sein.

(2) Des Weiteren können die Kommanditanteile verschiedener Kommanditanteilsklassen bestimmten Anlegern vorbehalten sein, welche zusätzlich zur Qualifizierung als Zulässiger Anleger weitere Kriterien erfüllen müssen; in einem solchen Falle sind diese zusätzlichen Kriterien der ausgegebenen Kommanditanteilsklassen im Emissionsdokument erläutert.

(3) Die Überprüfung, ob ein Kommanditist die Voraussetzungen eines Sachkundigen Anlegers erfüllt, obliegt dem Komplementär des Fonds.

Art. 10. Beschränkungen des Eigentums an Kommanditanteilen.

(1) Der Fonds kann das Eigentum an Kommanditanteilen gegenüber für den Fonds Schädlichen Anlegern beschränken. "Schädliche Anleger" sind (i) Nichtzulässige Anleger und (ii) im Einzelfall bestimmte Zulässige Anleger, bei denen der Komplementär der auf Basis der gemäß diesem Gesellschaftsvertrag, dem Emissionsdokument und dem Zeichnungsschein vom jeweiligen Kommanditisten zur Verfügung zu stellenden Informationen gestützten Ansicht ist, dass das Eigentum an den Kommanditanteilen dem Fonds schaden könnte oder einen Verstoß gegen das Emissionsdokument, den Gesellschaftsvertrag, luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Rechtsvorschriften darstellen könnte oder wenn der Fonds oder dessen Kommanditisten hierdurch Gesetzen eines anderen Staates als Luxemburg unterworfen sein könnten, die insbesondere eine Steuer- oder Registrierungspflicht des Fonds oder dessen Kommanditisten nach sich ziehen würden.

(2) Sofern ein Kommanditist seiner Verpflichtung, die vom Komplementär gemäß diesem Gesellschaftsvertrag, dem Emissionsdokument und dem Zeichnungsschein angeforderten Unterlagen zu seiner Person und/oder einem etwaigen wirtschaftlich Berechtigten der vom jeweiligen Kommanditisten gehaltenen Kommanditanteile beizubringen, nicht innerhalb einer angemessenen vom Komplementär gesetzten Frist vollständig nachkommt, gilt dies als tatsächlicher Anhaltspunkt, dass es sich bei dem jeweiligen Kommanditisten bzw. Übertragungsempfänger um einen Schädlichen Anleger für Zwecke dieses Artikels 10 handelt.

(3) Für die Zwecke des Absatzes (1) dieses Artikels kann der Fonds:

a. die Ausgabe von Kommanditanteilen bzw. die Eintragung einer Übertragung von Kommanditanteilen verweigern, wenn es Anhaltspunkte gibt, dass diese Ausgabe bzw. Eintragung der Übertragung dazu führt, dass ein Schädlicher Anleger rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an Kommanditanteilen erwirbt; und/oder

b. von einer Person, deren Name im Register eingetragen ist, bzw. einer Person, die sich im Rahmen einer Übertragung als Eigentümer von Kommanditanteilen registrieren lassen will, verlangen, dass sie dem Fonds jegliche Informationen, deren Richtigkeit gegebenenfalls an Eides statt zu versichern ist, beibringt, die der Fonds für notwendig hält, um entscheiden zu können, ob das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum dieser Kommanditanteilen bei einem Schädlichen Anleger liegt oder ob sich aus der betreffenden Eintragung ein rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum von Schädlichen Anlegern ergeben würde; und/oder

c. von einem Anleger verlangen, seine Kommanditanteile zu verkaufen und dem Fonds innerhalb von zwanzig (20) Bankarbeitstagen den entsprechenden Verkauf nachzuweisen, wenn der Komplementär auf Basis der gemäß diesem Gesellschaftsvertrag, dem Emissionsdokument sowie dem Zeichnungsschein vom jeweiligen Kommanditisten zur Verfügung zu stellenden Informationen tatsächliche Anhaltspunkte dafür hat, dass dieser Kommanditist ein Schädlicher Anleger ist oder eine andere Person, die ein Schädlicher Anleger ist, wirtschaftlicher Eigentümer dieser Kommanditanteile ist. Hält der betreffende Kommanditist sich nicht an diese Anweisung, kann der Fonds zwangsweise alle von diesem Kommandi-

tisten gehaltenen Kommanditanteile zurücknehmen oder den Zwangsverkauf für diesen Kommanditisten durchführen; und/oder

d. die Annahme einer von einem Kommanditisten auf der Gesellschafterversammlung abgegebenen Stimme verweigern, sofern es auf Basis der gemäß diesem Gesellschaftsvertrag, dem Emissionsdokument sowie dem Zeichnungsschein vom jeweiligen Kommanditisten zur Verfügung zu stellenden Informationen tatsächliche Anhaltspunkte dafür gibt, dass der Kommanditist ein Schädlicher Anleger ist; und/oder

e. sämtliche zu leistenden Ausschüttungen oder sonstigen auf die Kommanditanteile eines Kommanditisten zu leistenden Zahlungen vorerst einbehalten, sofern es auf Basis der gemäß diesem Gesellschaftsvertrag, dem Emissionsdokument sowie dem Zeichnungsschein vom jeweiligen Kommanditisten zur Verfügung zu stellenden Informationen tatsächliche Anhaltspunkte dafür gibt, dass der Kommanditist ein Schädlicher Anleger ist.

(4) Kommanditisten, die Kommanditanteile an dem Fonds halten, verpflichten sich, ihre Kommanditanteile nicht an Schädliche Anleger zu verkaufen oder zu übertragen oder Schädlichen Anlegern das wirtschaftliche Eigentum an den Kommanditanteilen einzuräumen. Sofern sich tatsächliche Anhaltspunkte dafür ergeben, dass es sich bei dem potentiellen Erwerber, Übertragungsempfänger bzw. wirtschaftlichen Eigentümer um einen Schädlichen Anleger handeln könnte, sind dem Fonds vor Abschluss des Kaufvertrages, der Übertragungsvereinbarung bzw. der Vereinbarung über die Gewährung des wirtschaftlichen Eigentums geeignete Informationen, deren Richtigkeit gegebenenfalls an Eides statt zu versichern ist, durch den Kommanditisten beizubringen, die eine Beurteilung der Eigenschaft des potenziellen Erwerbers, Übertragungsempfängers bzw. wirtschaftlichen Eigentümers vor Abschluss einer rechtswirksamen Vereinbarung durch den Fonds ermöglicht.

Art. 11. Zahlungsverzug.

(1) Zahlt ein Anleger innerhalb der vom Komplementär im jeweiligen Kapitalabruf festgelegten Fälligkeit entgegen seiner Zeichnungsverpflichtung nicht oder nicht vollständig, obwohl ihm ein entsprechender Kapitalabruf in Textform, an die im Register verzeichneten Kontaktdaten zugesandt wurde, ist der Komplementär berechtigt, den betreffenden Anleger zum säumigen Anleger (der "Säumige Anleger") zu erklären, mit der Folge, dass

a. der Säumige Anleger ohne das Erfordernis einer Mahnung ab Fälligkeit in Verzug kommt. Unbeschadet sonstiger gesetzlicher Rechtsfolgen schuldet der Säumige Anleger für die Dauer des Verzugs Verzugszinsen in Höhe von sechs Prozentpunkten über dem 6-Monats-EURIBOR (Bloomberg Code: EUR006M), der zum Zeitpunkt der Erklärung zum Säumigen Anleger gültig ist. Die Berechnung wird auf Basis der deutschen Zinsmethode, d.h. 30 Tage je Kalendermonat bezogen auf ein Kalenderjahr mit 360 Tagen durchgeführt;

b. die Stimmrechte des Säumigen Anlegers ausgesetzt werden können; und

c. Ausschüttungen an den Säumigen Anleger aufgerechnet und zurückgehalten werden können, bis alle gegenüber dem Fonds geschuldeten Beträge von ihm vollständig eingezahlt sind.

(2) Leistet ein Säumiger Anleger auf eine nach Eintritt des Verzuges abgesandte schriftliche Zahlungsaufforderung nicht innerhalb einer durch den Komplementär gesetzten Frist von mindestens vier Wochen die ausstehenden Zahlungen zuzüglich aufgelaufener Verzugszinsen, kann der Komplementär insbesondere folgende Maßnahmen ergreifen:

a. Zwangsrücknahme aller oder einzelner Kommanditanteile oder Bruchteilen von Kommanditanteilen des Säumigen Anlegers durch den Fonds gegen Zahlung des Zwangsrücknahmepreises gemäß Artikel 13;

b. Kündigung oder Verringerung der Zeichnungsverpflichtung des Säumigen Anlegers; und

c. Annahme von neuen Zeichnungsverpflichtungen von den nicht-Säumigen oder neu hinzutretenden Anlegern bis zur Höhe der Zeichnungsverpflichtung des Säumigen Anlegers. Die Ausgabe von Kommanditanteilen auf Grund der neuen Zeichnungsverpflichtungen erfolgt bis zur Anzahl der durch Zwangsrücknahme im Sinne des Unterabschnittes a) vom Säumigen Anleger eingezogenen Kommanditanteile zu dem Zwangsrücknahmepreis zu dem die Kommanditanteile gemäß Unterabschnitt a) zurückgenommen wurden. Darüber hinausgehende Ausgaben von Kommanditanteilen erfolgen gemäß den allgemeinen Regelungen.

(3) Unbeschadet der in diesem Artikel dargestellten Rechte des Fonds, ist dieser berechtigt, alle sonstigen gesetzlich, vertraglich sowie auf Grund des Emissionsdokuments bestehenden Rechte auszuüben, insbesondere um die Zahlungsfähigkeit des Fonds zu sichern.

Art. 12. Ausgabe von Kommanditanteilen.

(1) Die Ausgabe der Kommanditanteile erfolgt zu dem für jede Kommanditanteilsklasse eines Teilfonds im Emissionsdokument festgelegten Ausgabepreis.

(2) Der Fonds ist berechtigt, während des Zeitraums, in welchem die Bewertung des Nettovermögens des Fonds gemäß Artikel 18 ausgesetzt ist, Kommanditanteile auf Basis eines im Emissionsdokument für eine Kommanditanteilsklasse festgelegten Ausgabepreises auszugeben, sofern sich dieser nicht durch den Nettoinventarwert bestimmt. Sofern der jeweilige Ausgabepreis auf dem Nettoinventarwert basiert, ist der Fonds in einem solchen Fall berechtigt, Kommanditanteilsklassen auf Basis des zuletzt festgestellten Nettoinventarwerts je Kommanditeil auszugeben.

(3) Kommanditanteile werden nur ausgegeben, nachdem der Zeichnungsschein durch den Fonds angenommen wurde, ein Kapitalabruf durch den Fonds erfolgt ist und der Ausgabepreis der gemäß dem jeweiligen Kapitalabruf zu erwerbenden Kommanditanteile zu Gunsten des Fonds eingezahlt wurde. Sofern der Fonds seinen Einzahlungsanspruch gegenüber einem

Kommanditisten ganz oder teilweise als Sicherheit gewährt hat, steht eine Zahlung des Ausgabepreises an den jeweiligen Sicherungsnehmer einer Zahlung zu Gunsten des Fonds gemäß vorstehendem Satz gleich.

Art. 13. Rücknahme von Kommanditanteilen, Rücknahmeaufschub, Aussetzung der rücknahme.

(1) Die Kommanditisten sind grundsätzlich berechtigt, die Rücknahme ihrer Kommanditanteile zu verlangen, es sei denn, im Emissionsdokument ist für einen Teilfonds etwas Abweichendes geregelt.

(2) Der Allgemeine Rücknahmepreis je Kommanditanteil ist der Betrag, der je Kommanditanteil gegen Rücknahme des Anteils ausbezahlt und für jede Kommanditeilsklasse im besonderen Teil des jeweiligen Teilfonds festgelegt wird (der "Allgemeine Rücknahmepreis je Kommanditanteil"), weitere Einzelheiten zum Verfahren der Rücknahme sind im Emissionsdokument für den jeweiligen Teilfonds geregelt.

(3) Der Komplementär kann beschließen, Kommanditanteile oder Bruchteile von Kommanditanteilen zurückzunehmen, um eingezahlte und frei gewordene Liquidität an alle Kommanditisten zurückzuführen. Die Entscheidung zur Rücknahme ist für alle Kommanditisten verbindlich und gilt grundsätzlich verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Nettovermögen des Fonds bzw. des Teilfonds. In diesem Fall wird der Fonds die Kommanditisten rechtzeitig über die Rücknahme benachrichtigen (die "Rücknahmebenachrichtigung") und insbesondere den Zeitpunkt, zu dem die Kommanditanteile zurückgenommen werden (die "Rücknahmezeitpunkt"), die Anzahl der zurückzunehmenden Kommanditanteile und die Berechnung des Allgemeinen Rücknahmepreises je Kommanditanteil mitteilen.

(4) Der Fonds ist berechtigt, unter den Voraussetzungen des Artikels 10, Artikel 11 und des Artikels 14 eine Zwangsrücknahme von Kommanditanteilen durchzuführen, die dem betroffenen Kommanditisten durch Rücknahmebenachrichtigung mitzuteilen ist. Der Rücknahmepreis entspricht dem im Emissionsdokument festgelegten Zwangsrücknahmepreis (der "Zwangsrücknahmepreis").

(5) Im Falle einer Zwangsrücknahme reduzieren sich die Ansprüche des jeweils betroffenen Kommanditisten um etwaige aufgelaufene Verzugszinsen und weitere Verzugschäden des Fonds, die aus einem Zahlungsverzug des Fonds bezüglich der eigenen Zahlungsverpflichtungen resultierten, insbesondere aus Zwischenfinanzierung von Verbindlichkeiten des Fonds gegenüber den Beteiligungsgesellschaften, sowie etwaige Kosten, die für die Durchführung einer externen Bewertung in diesem Zusammenhang angefallen sind.

(6) Der Zwangsrücknahmepreis ist in Raten zahlbar. Die einzelnen Raten sind zu den Zeitpunkten zur Zahlung fällig, zu denen der Fonds Ausschüttungen an die übrigen Kommanditisten vornimmt. Jede einzelne Rate ist auf den Betrag begrenzt, den der ausgeschiedene Kommanditist erhalten hätte, wenn er nicht ausgeschieden wäre. Die einzelnen Raten sind unverzinslich. Ein Anspruch auf Sicherheitsleistung besteht nicht.

(7) Der Fonds ist berechtigt, bis zum Ende der letzten Zeichnungsperiode unmittelbar nach der Annahme von neuen Zeichnungsverpflichtungen, jedoch vor Zahlung auf den initialen Kapitalabruf durch die neu hinzutretenden Anleger (die "Neu-Anleger") einen Beschluss über eine Ausschüttung durch Rücknahme von Kommanditanteilen an die bestehenden Kommanditisten (die "Alt-Anleger") zu fassen. Die Rücknahmen von Kommanditanteilen auf Basis dieses Beschlusses werden unmittelbar nach vollständiger Einzahlung der initialen Kapitaleinlage der jeweiligen Neu-Anleger durchgeführt (die "Angleichende Rücknahme"). Die Offene Zeichnungsverpflichtung des Alt-Anlegers, dessen Offene Zeichnungsverpflichtung sich bei Ausgabe der entsprechenden Kommanditanteile reduziert hatte, erhöht sich um den im Rahmen der Angleichenden Rücknahme gezahlten Allgemeinen Rücknahmepreis für die zurückgenommenen Kommanditanteile (die "Angleichende Zeichnungsverpflichtung"). Sofern die Offene Zeichnungsverpflichtung an einen Rechtsnachfolger übergegangen ist, erhöht die Angleichende Zeichnungsverpflichtung die Offene Zeichnungsverpflichtung des Rechtsnachfolgers. Der Fonds wird jeden Alt-Anleger im Falle einer Angleichenden Rücknahme von Kommanditanteilen über die Höhe der jeweiligen Angleichenden Zeichnungsverpflichtung und die danach insgesamt bestehende Offene Zeichnungsverpflichtung in Textform informieren. Für die Angleichenden Zeichnungsverpflichtungen gelten sämtliche Regelungen dieses Gesellschaftsvertrages und des Emissionsdokuments über Zeichnungsverpflichtungen, einschließlich der Regelungen bezüglich Kapitalabrufen und Zahlungsverzug.

Art. 14. Übertragung der Kommanditanteile und der Verpflichtung zur Zeichnung von Kommanditanteilen.

(1) Jeder Kommanditist kann über die an ihn ausgegebenen und vollständig einbezahlten Kommanditanteile ohne Zustimmung des Komplementärs oder der übrigen Kommanditisten mit allen Rechten und Pflichten auf einen anderen Zulässigen Anleger frei übertragen. Dieser Artikel ist sinngemäß auch für jede sonstige Art der Verfügung, über die Kommanditanteile, wie bspw. eine Verpfändung, anzuwenden.

(2) Bei einer Übertragung von Kommanditanteilen geht die Offene Zeichnungsverpflichtung des Übertragenden nicht automatisch mit über. Die Übertragung der Offenen Zeichnungsverpflichtung bedarf der vorherigen Zustimmung des Komplementärs. Eine Übertragung der Offenen Zeichnungsverpflichtung bedarf nicht der Zustimmung der übrigen Kommanditisten.

(3) Die Zustimmung zur Übertragung der Offener Zeichnungsverpflichtungen von VAG-Anlegern durch den Komplementär gilt als erteilt, sofern es sich bei dem Erwerber um (i) ein Versicherungsunternehmen, ein Versorgungswerk, einen Sozialversicherungsträger, einen Pensionsfonds, eine Kapitalverwaltungsgesellschaft, eine Stiftung oder ein Kreditinstitut jeweils mit Sitz im OECD oder (ii) einen anderen institutionellen Anleger handelt, dessen Bonität von Standard & Poors oder Moody's oder einer anderen international anerkannten Ratingagentur mit „Investment Grade“ eingestuft wird, der

ausreichende Sicherheiten beibringen kann, um seinen Verpflichtungen gegenüber dem Fonds nach billigem Ermessen des Komplementärs nachzukommen.

(4) Mit der Übertragung übernimmt der Erwerber sämtliche Verbindlichkeiten und Verpflichtungen sowie die alleinige Haftung in Bezug auf diese Kommanditanteile bzw. die Offene Zeichnungsverpflichtung; eine (subsidiäre) Haftung für diese Verpflichtungen oder Verbindlichkeiten durch den bisherigen Kommanditisten ist nach Übertragung der Kommanditanteile bzw. der Offenen Zeichnungsverpflichtung ausgeschlossen, sofern dies nicht abweichend in der zugrundeliegenden Übertragungsvereinbarung geregelt wurde. Es ergibt sich somit keine gesamtschuldnerische Haftung von Veräußerer und Erwerber. Entsprechend gehen diese Verpflichtungen und Verbindlichkeiten grundsätzlich mit schuldbefreiender Wirkung für den Veräußerer auf den Erwerber über. Für die Übertragung von Kommanditanteilen, die an einer Börse gelistet sind, gelten die besonderen Bestimmungen in Absatz (6) dieses Artikels.

(5) Eine Übertragung von Kommanditanteilen oder der Offenen Zeichnungsverpflichtung muss dem Fonds mindestens vier Wochen vor der Übertragung schriftlich angezeigt werden. Der Erwerber ist verpflichtet, mit der schriftlichen Anzeige des Fonds die Übertragungsvereinbarung sowie alle erforderlichen Nachweise über sämtliche Angaben des Erwerbers zur Verfügung zu stellen. Zahlungen des Fonds an die im Register eingetragenen Gesellschafter haben schuldbefreiende Wirkung, unabhängig davon, ob die im Register eingetragene Person zu diesem Zeitpunkt tatsächlicher Eigentümer der Kommanditanteile ist. Der Fonds bzw. die von ihm ernannte Person wird die Eintragung des jeweiligen Erwerbers in das Register nur vornehmen, wenn die erforderlichen Nachweise und Unterlagen beigebracht wurden.

(6) Sofern und solange die Kommanditanteile im Sicherungsvermögen im Sinne von § 66 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes eines deutschen Versicherungsunternehmens gehalten werden und dieses deutsche Versicherungsunternehmen entweder gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes rechtlich zur Ernennung eines Treuhänders verpflichtet ist oder sich freiwillig einer solchen Verpflichtung unterworfen hat, darf über diese Kommanditanteile nicht ohne vorherige schriftliche Genehmigung des entsprechenden Treuhänders des deutschen Versicherungsunternehmens beziehungsweise dessen bevollmächtigten Vertreters verfügt werden.

(7) Sofern und solange die Kommanditanteile dem Deckungsstock im Sinne des § 20 des österreichischen Versicherungsaufsichtsgesetzes eines österreichischen Lebensversicherungsunternehmens gewidmet sind, darf gemäß § 23 Abs 2 des österreichischen Versicherungsaufsichtsgesetzes über diese Kommanditanteile - sofern sie nicht in den gesonderten Abteilungen des Deckungsstocks gemäß § 20 Abs 2 Z 3 und 5 des österreichischen Versicherungsaufsichtsgesetzes gehalten werden - nicht ohne vorherige schriftliche Zustimmung des entsprechenden Treuhänders gemäß § 22 des österreichischen Versicherungsaufsichtsgesetzes oder dessen Stellvertreters verfügt werden. Sind sowohl der Treuhänder als auch sein Stellvertreter verhindert, so kann in dringenden Fällen die Zustimmung der österreichischen Aufsichtsbehörde FMA an die Stelle der Zustimmung des Treuhänders treten.

(8) Die an einer Börse gelisteten Kommanditanteile einer Kommanditanteilsklasse des Fonds sind frei handelbar. Die zivilrechtliche Wirksamkeit der Übertragung ist unbeschadet der Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrags und des Emissionsdokuments gegeben.

(9) Im Falle einer Übertragung von Kommanditanteilen einer Kommanditanteilsklasse über eine Börse sind sowohl der Verkäufer als auch der Käufer dazu verpflichtet, dem Fonds eine solche Übertragung umgehend schriftlich anzuzeigen. Zudem ist der Käufer der Kommanditanteile verpflichtet, dem Fonds alle erforderlichen Nachweise über sämtliche Angaben des Käufers zur Verfügung zu stellen. Zahlungen des Fonds an die im Register eingetragenen Kommanditisten haben schuldbefreiende Wirkung, unabhängig davon, ob die im Register eingetragene Person zu diesem Zeitpunkt tatsächlicher Eigentümer der Kommanditanteile ist.

(10) Sofern Kommanditanteile über die Börse auf einen nichtzulässigen Anleger oder einen Käufer, der die erforderlichen Nachweise über sämtliche Angaben des Käufers nicht oder nicht vollständig erbringt, übertragen werden, wird der Fonds, nachdem er hiervon Kenntnis erlangt hat, die Eintragung der Übertragung der Kommanditanteile im Register verweigern und/oder die betreffenden Kommanditanteile zwangsweise gemäß Artikel 13 einziehen.

(11) Bei einer Übertragung von Kommanditanteilen über eine Börse geht die Offene Zeichnungsverpflichtung des Übertragenden nicht automatisch mit über.

Art. 15. Umtausch von Kommanditanteilen Unterschiedlicher Kommanditanteilsklassen des Selben Teilfonds.

(1) Der Komplementär kann beschließen, dass Kommanditisten berechtigt sind, ihre Kommanditanteile an einer oder mehreren Kommanditanteilsklassen in Kommanditanteile einer oder mehrerer anderer Kommanditanteilsklassen desselben Teilfonds umtauschen zu lassen. Die Ausgabe der Kommanditanteile der Kommanditanteilsklasse, in die getauscht werden soll, erfolgt gegen Rückgabe der zu tauschenden Kommanditanteile der abgebenden Kommanditanteilsklasse. Der Komplementär kann jedoch Beschränkungen und Bedingungen hinsichtlich des Rechts auf Umtausch zwischen den Kommanditanteilsklassen festlegen und er ist berechtigt, den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Gebühren abhängig zu machen.

(2) Das Umtauschverhältnis wird am Umtauschtag bestimmt und ergibt sich aus dem Verhältnis des Nettoinventarwerts je Kommanditanteil der abgebenden Kommanditanteilsklasse zu dem Nettoinventarwert je Kommanditanteil der aufnehmenden Kommanditanteilsklasse.

Art. 16. Verschmelzung von Teilfonds und/Oder Kommanditanteilsklassen Mit Anderen teilfonds und/Oder Deren Kommanditanteilsklassen.

(1) Das Vermögen von Teilfonds und/oder Kommanditanteilsklassen kann auf andere Teilfonds verschmolzen werden. Die Verschmelzung ist durch Beschluss der Kommanditisten der jeweils betroffenen Teilfonds und/oder Kommanditanteilsklassen in der Gesellschafterversammlung zu genehmigen. Die Beschlussfassung zur Genehmigung hat durch die Kommanditisten der betroffenen Teilfonds bzw. Kommanditanteilsklassen jeweils einzeln zu erfolgen.

(2) Eine Verschmelzung erfolgt in der Weise, dass (i) die Kommanditanteile der zu verschmelzenden Teilfonds und/oder Kommanditanteilsklassen zurückgenommen werden, (ii) das auf die zu verschmelzenden Teilfonds und/oder Kommanditanteilsklassen entfallende Nettovermögen in das Vermögen der aufnehmenden Teilfonds eingebracht wird und (iii) Kommanditanteile an dem aufnehmenden Teilfonds zu einem kumulativen Ausgabepreis, der dem Wert der Einbringung entspricht, an die Kommanditisten des zu verschmelzenden Teilfonds und/oder Kommanditanteilsklassen jeweils entsprechend ihrer Beteiligung am zu verschmelzenden Teilfonds und/oder Kommanditanteilsklassen ausgegeben werden.

(3) Der Wert der Einbringung entspricht dem Nettovermögen der zu verschmelzenden Teilfonds und/oder Kommanditanteilsklassen, das nach den für die Bewertung des Nettovermögens anzuwendenden Regeln des aufnehmenden Teilfonds bewertet wurde (der "Wert der Einbringung").

Art. 17. Nettovermögen; Nettoinventarwert Je Gesellschaftsanteil.

(1) Soweit erforderlich und im Rahmen des Luxemburger Rechts zulässig wird der Nettoinventarwert je Kommanditanteil unter der Verantwortung des Komplementärs bzw. des ggf. bestellten AIFM durch die Zentralverwaltungsstelle an jedem Bewertungstag in Übereinstimmung mit den nachstehenden Regelungen und dem Luxemburger Recht berechnet. Die Zentrale Verwaltungsstelle übt ihre Funktion unparteiisch sowie mit dem erforderlichen Wissen und Verständnis und der gebotenen Sorgfalt aus.

(2) Die Bewertung des Nettovermögens ist an jedem Tag durchzuführen der im Emissionsdokument und dem Gesellschaftsvertrag festgelegt wird, jedoch mindestens zu den für Zwecke der Artikel 15 und 16 erforderlichen Zeitpunkten und einmal im Jahr (jeweils der "Bewertungstag"). Der Komplementär bzw. der ggf. bestellte AIFM kann nach freiem Ermessen zusätzliche Bewertungstage festlegen.

(3) Das Nettovermögen des Fonds bzw. seiner Teilfonds bzw. einer Kommanditanteilsklasse, also die Summe der Vermögenswerte abzüglich der Summe der Verbindlichkeiten (das "Nettovermögen"), wird mit dem Betrag angesetzt, der sich aus dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 ergibt. Ergänzende Regelungen für die Bewertung des Nettovermögens werden für jeden Teilfonds im Emissionsdokument beschrieben. Im Übrigen bestimmt der Komplementär bzw. der ggf. bestellte AIFM die für die Bewertung des Nettovermögens anzuwendenden Regeln.

(4) Die Vermögenswerte des Fonds umfassen insbesondere:

- a. Gesellschaftsanteile;
- b. Barguthaben und sonstige flüssige Mittel, einschließlich darauf aufgelaufener Zinsen;
- c. Geldmarktpapieren;
- d. vom Fonds gehaltene Aktien und sonstige Wertpapieren;
- e. Derivate;
- f. sämtliche sonstige Vermögenswerte jeglicher Art, einschließlich getätigter Anzahlungen.

(5) Die Verbindlichkeiten des Fonds umfassen insbesondere:

- a. Darlehensverbindlichkeiten und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital einschließlich aufgelaufene Zinsen und anderer Gebühren die auf den Darlehenssaldo angerechnet wurden;
- b. sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich Verwaltungskosten, Beratungsgebühren, Erfolgshonorare, Gebühren der Verwahrstelle und der Zentralen Verwaltungsstelle);
- c. alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich des Betrages aller unbezahlter, vom Fonds ausgewiesener Ausschüttungen;
- d. angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen bis zum Bewertungstag basieren, und gegebenenfalls andere, vom Komplementär genehmigte und gebilligte Rücklagen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der Komplementär als eine angemessene Rücklage in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten des Fonds ansieht;
- e. alle anderen Verbindlichkeiten des Fonds jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

(6) Der Fonds kann regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs- und sonstige Kosten auf Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche und andere Perioden im Voraus ansetzen.

(7) Gesellschaftsanteile, welche gemäß Artikel 13 zurückgekauft werden sollen, gelten bis zu dem durch den Komplementär festgelegten Rücknahmezeitpunkt als im Umlauf befindlich und werden solchermaßen in den Büchern geführt und von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt die Verpflichtung zur Zahlung des Rückkaufpreises als eine Verbindlichkeit des Fonds.

(8) Vom Fonds auszugebende Gesellschaftsanteile werden ab dem Zeitpunkt der vollständigen Einzahlung des Gesellschafters als im Umlauf befindlich behandelt.

(9) Wenn sich der Fonds an einem Bewertungstag unbedingt verpflichtet hat,

a. Vermögensgegenstände zu kaufen, wird der Betrag, der für diesen Vermögenswert zu bezahlen ist, als Verbindlichkeit des Fonds ausgewiesen, und der Wert des zum Kauf anstehenden Vermögensgegenstandes wird als ein Vermögensgegenstand des Fonds ausgewiesen;

b. Vermögensgegenstände zu verkaufen, wird der Betrag, den der Fonds für diesen Vermögensgegenstand erhält, als eine Forderung des Fonds ausgewiesen, und der zu liefernde Vermögensgegenstand wird nicht mehr in den Vermögensgegenständen des Fonds geführt.

(10) Der Komplementär bzw. der ggf. bestellte AIFM kann außerdem im Ausnahmefall nach bestem Wissen und Gewissen auf Grundlage objektiver Anhaltspunkte von den üblicherweise angewandten Bewertungsverfahren abweichen, wenn dies im Interesse des Fonds und seiner Gesellschafter liegt und die abweichend angewandten Bewertungsverfahren im Einklang mit allgemein anerkannten Grundsätzen ordnungsgemäßer Buchführung stehen.

(11) Die Teilfonds oder Kommanditanteilsklassen können in Währungen denominiert sein, die von der Gesellschaftswährung abweichen (die "Berechnungswährung"). Sofern es für die Ermittlung des Nettovermögens oder sonstige Zwecke notwendig ist, Beträge, die in der Berechnungswährung denominiert sind, in die Gesellschaftswährung umzurechnen, so ist der Umrechnungskurs, am jeweiligen Tag der Berechnung heranzuziehen.

(12) Der Nettoinventarwert von Kommanditanteilen wird grundsätzlich in der jeweiligen Berechnungswährung berechnet und für jeden Kommanditanteil dadurch bestimmt, dass das auf den Teilfonds bzw. die Kommanditanteilsklasse entfallende Nettovermögen durch die Zahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Kommanditanteile des Teilfonds bzw. der Kommanditanteilsklasse geteilt wird (der "Nettoinventarwert je Kommanditanteil"). Der Nettoinventarwert je Kommanditanteil wird auf zwei Dezimalstellen kaufmännisch gerundet.

Art. 18. Aussetzung der Bewertung des Nettovermögens und Berechnung des Nettoinventarwertes Je Kommanditanteil.

(1) Der Komplementär bzw. der ggf. bestellte AIFM ist ermächtigt, die Bewertung des Nettovermögens und Berechnung des Nettoinventarwertes je Kommanditanteil für einen Teilfonds oder eine Kommanditanteilsklasse in den folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

a. wenn der Wert eines beträchtlichen Teils des auf einen Teilfonds oder eine Kommanditanteilsklasse entfallenden Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;

b. wenn nach Meinung des Komplementärs bzw. des ggf. bestellten AIFM der Nettoinventarwert je Kommanditanteil nicht sachgerecht berechnet werden kann;

c. wenn eine Generalversammlung der Gesellschafter einberufen wurde, um den Fonds oder einen Teilfonds bzw. eine Kommanditanteilsklasse zu liquidieren oder aufzulösen.

(2) Die zeitweilige Einstellung der Bewertung des Nettovermögens und Berechnung des Nettoinventarwertes je Kommanditanteil führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds oder Kommanditanteilsklassen, die von den betreffenden Ereignissen nicht berührt sind. Die Aussetzung der Bewertung des Nettovermögens und Berechnung des Nettoinventarwertes je Kommanditanteil wird den betreffenden Kommanditisten schriftlich an die im Register der Gesellschaftsanteile verzeichnete Postanschrift mitgeteilt.

Titel IV. Verwaltung und Überwachung, Governance

Art. 19. Komplementär.

(1) Der Fonds wird von dem Komplementär GCP Buyout 2015 GP S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung Luxemburger Rechts (société à responsabilité limitée) in seiner Funktion als Verwalter (gérant) des Fonds verwaltet.

(2) Der Komplementär hat in seiner Funktion als Verwalter (gérant) des Fonds die umfassenden Befugnisse, im Namen des Fonds sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszwecks des Fonds und im Rahmen der Anlagepolitik gemäß Artikel 26 vorzunehmen, sowie im Namen des Fonds aufzutreten und zu handeln. Er hat insbesondere die Befugnis, die Anlageziele, -richtlinien und -beschränkungen sowie die generelle Verwaltungs- und Geschäftspolitik des Fonds festzulegen und Verwaltungs-, Beratungs- und sonstige Verträge im Namen des Fonds zu schließen, die er für die Ausübung seiner Funktion im Sinne des Gesellschaftszwecks des Fonds für notwendig oder nützlich hält, jeweils im Rahmen der Vorgaben dieses Gesellschaftsvertrages, des Emissionsdokuments und der anwendbaren Gesetze und Vorschriften. Er wird bei der Verwaltung der Gesellschaft die Governance-Regeln dieses Titels IV berücksichtigen.

(3) Sämtliche Befugnisse, die nicht gemäß anwendbarem Recht oder diesem Gesellschaftsvertrag der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Komplementärs in seiner Funktion als Verwalter (gérant) des Fonds.

(4) Die Kommanditisten dürfen nicht an der Leitung bzw. Verwaltung des Fonds teilnehmen oder sein Geschäft bzw. seine Handlungen beeinflussen und haben keine Befugnis und kein Recht, auf die Geschäftsführung des Fonds Einfluss zu nehmen oder daran teilzuhaben, sofern dies nicht durch das Gesetz von 1915 und/oder diesen Gesellschaftsvertrag ausdrücklich vorgesehen ist, aber in diesem Fall jeweils in den Grenzen des Gesetzes von 1915.

(5) Der Fonds trägt alle Aufwendungen des Komplementärs. Zusätzlich erhält der Komplementär für die Übernahme der persönlichen Haftung des Fonds eine Haftungsvergütung in Höhe von 10 % p.a. des satzungsgemäßen Gesellschaftskapitals des Komplementärs.

Art. 20. Abberufung des Komplementärs.

(1) Der Komplementär kann ausschließlich aus wichtigem Grund durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung abberufen und ersetzt werden. Ein wichtiger Grund liegt bei grober Fahrlässigkeit oder vorsätzlichem Fehlverhalten durch den Komplementär vor, das durch ein Gericht der ersten Instanz des zuständigen Gerichtsbezirks festgestellt wurde und zu einem wesentlichen wirtschaftlichen Nachteil für den Fonds geführt hat, jeweils während der Ausübung seiner Pflichten gemäß dem Emissionsdokument oder dem Gesellschaftsvertrag. Ein solcher Beschluss der Gesellschafterversammlung wird wie folgt gefasst:

a. Die Beschlussfähigkeit ist gegeben, wenn mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten sind.

b. Der Beschluss gilt als gefasst, wenn mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) der abgegebenen Stimmen dafür votiert haben. Für einen wirksamen Beschluss über die Abberufung des Komplementärs ist dessen Zustimmung nicht erforderlich.

(2) Im Falle der Abberufung des Komplementärs wird die Gesellschafterversammlung einen neuen Komplementär mittels eines Beschlusses ernennen, der in der Art und Weise zu fassen ist, die für Änderungen des Gesellschaftsvertrags gilt; die vorherige Zustimmung der CSSF ist hierfür erforderlich. Wird in der Gesellschafterversammlung kein neuer Komplementär bestellt, führt der bisherige Komplementär den Fonds so lange fort, bis ein neuer Komplementär bestellt wurde.

(3) Unmittelbar nach der Bestellung eines neuen Komplementärs wird der Komplementär seinen Komplementäranteil auf den neu ernannten Komplementär übertragen. Der Übertragungspreis entspricht dabei dem Ausgabepreis des Komplementäranteils bei Auflegung des Fonds.

(4) Im Falle einer Abberufung des Komplementärs werden die im Gesellschaftsvertrag genannte Bezeichnung des Fonds und der Name des Komplementärs unverzüglich durch einen von den Gesellschaftern des Fonds nach Maßgabe der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 zu fassenden Beschluss geändert, um der Abberufung des alten und der Bestellung eines neuen Komplementärs des Fonds Rechnung zu tragen. Das Wort "Golding" oder die Abkürzung "GCP" darf nicht mehr Bestandteil der Bezeichnung des Fonds bzw. des Namens des Komplementärs sein, es sei denn, der neue Komplementär ist ein verbundenes Unternehmen der Golding Capital Partners (Luxembourg) S.à r.l.

(5) Der ersetzte Komplementär und dessen Geschäftsführer, leitende Angestellte und Mitarbeiter bleiben weiterhin Freistellungsberechtigte (wie in Artikel 25 beschrieben).

Art. 21. Unterschriftsbefugnis.

(1) Dritten gegenüber wird der Fonds rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern des Komplementärs vertreten oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Komplementär mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

(2) Kein Kommanditist darf den Fonds nach außen vertreten.

Art. 22. Haftung der Gesellschafter.

(1) In seiner Eigenschaft als Komplementär haftet der Komplementär unbegrenzt und mit etwaigen weiteren Komplementären gesamtschuldnerisch für alle Verbindlichkeiten und Verluste des Fonds, die nicht aus dem Fondsvermögen bedient werden können.

(2) Im Rahmen des Gesetzes von 1915 und dieses Gesellschaftsvertrags haften die Kommanditisten für die Verbindlichkeiten und Verluste des Fonds nicht über ihre Einlage zuzüglich der noch Offenen Zeichnungsverpflichtung hinaus, solange sie nicht für den Fonds handeln. Hiervon unberührt sind Handlungen in Ausübung ihrer Rechte als Kommanditisten des Fonds.

Art. 23. Übertragung von Befugnissen.

(1) Der Komplementär kann jederzeit die tägliche Geschäftsführung des Fonds einschließlich der Zeichnungsbefugnis im Rahmen der täglichen Geschäftsführung und seine Befugnis, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, welche keine Geschäftsführer des Komplementärs sein müssen, soweit sie in Luxemburg ansässig sind und ausschließlich in Luxemburg tätig werden. Der Komplementär kann außerdem andere Bevollmächtigte ernennen, welche keine Geschäftsführer des Komplementärs sein müssen; solche Bevollmächtigte werden die an sie vom Komplementär übertragenen Befugnisse haben. Die Kommanditisten können nicht in dieser Weise ernannt werden, ohne ihre beschränkte Haftung nach dem Gesetz von 1915 zu verlieren, es sei denn, das Gesetz von 1915 lässt dies ausdrücklich zu.

(2) Der Komplementär kann jeweils einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die sich aus Geschäftsführern des Komplementärs und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, an die der Komplementär nach Bedarf Befugnisse delegieren kann.

(3) Der Komplementär kann insbesondere gemäß dem Gesetz von 2013 einen AIFM für den Fonds bestellen, wie in Artikel 24 näher beschrieben. Der Komplementär ist insbesondere berechtigt, einen Anlageberater (der "Anlageberater") zu beauftragen.

(4) Der Komplementär kann außerdem spezielle notarielle oder privatschriftliche Vollmachten erteilen.

Art. 24. AIFM.

(1) Der Fonds ist berechtigt, eine Verwaltungsgesellschaft als externen Verwalter alternativer Investmentfonds (der "AIFM") zu benennen oder selbst verwaltet zu bleiben. Sofern ein AIFM bestellt wird, wird der AIFM, unter der Aufsicht des Komplementärs, die Teilfonds im Einklang mit dem Emissionsdokument, dem Gesellschaftsvertrag und unter den Voraussetzungen und Rahmenbedingungen des Luxemburger Rechts, insbesondere des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 2013, und im exklusiven Interesse der Kommanditisten verwalten. Der AIFM wäre dabei befugt, alle Rechte, welche direkt oder indirekt mit den Vermögenswerten der Teilfonds verbunden sind, auszuüben. Einzelheiten zu der Ernennung eines externen Verwalters alternativer Investmentfonds oder zu einer selbst verwalteten Struktur des Fonds sind im Emissionsdokument niedergelegt.

(2) Der ggf. bestellte AIFM ist berechtigt, einen Anlageberater (der "Anlageberater") zu beauftragen.

(3) Der Komplementär kann die Kündigung des ggf. bestehenden AIFM Bestellungsvertrags und die Abberufung des ggf. bestellten AIFM betreiben, sofern ein außerordentlicher Kündigungsgrund nach dem ggf. bestehenden AIFM Bestellungsvertrag vorliegt.

(4) Ein etwaiger abberufener AIFM und dessen Geschäftsführer, leitende Angestellte und Mitarbeiter bleiben weiterhin Freistellungsberechtigte (wie in Artikel 25 beschrieben).

Art. 25. Freistellung und Entschädigung. Der Fonds wird aus seinem Vermögen den ggf. bestellten AIFM, den Komplementär und deren jeweilige Geschäftsführer, leitende Angestellte und Mitarbeiter im Rahmen der gesetzlichen Regelungen für jede Haftung und alle Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten, denen diese unter Umständen aufgrund ihrer Eigenschaft als Geschäftsführer, leitende Angestellte oder Mitarbeiter des ggf. bestellten AIFM bzw. des Komplementärs oder aufgrund einer von ihnen im Zusammenhang mit dem Fonds vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen, soweit dies nicht ihrerseits durch grobe Fahrlässigkeit, Bösgläubigkeit oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde, entschädigen bzw. von solcher Haftung oder solchen Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten freistellen. Der Anspruch auf Freistellung bleibt jedoch solange unberührt, bis ein grob fahrlässiges, bösgläubiges oder vorsätzliches Verhalten gerichtlich festgestellt ist.

Art. 26. Anlagepolitik und Anlagegrenzen. Der Komplementär hat umfassende Befugnisse, den Fonds zu verwalten und zu führen. Er legt die Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen sowie die Handlungsrichtlinien des Managements und der geschäftlichen Angelegenheiten des Fonds im Rahmen der im Emissionsdokument festgelegten Grenzen und in Übereinstimmung mit den maßgeblichen gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen fest.

Art. 27. Kosten und Gebühren.

(1) Der Fonds trägt insbesondere die folgende Kosten und Gebühren (zusammen, die "Aufwendungen"):

- a. Die im Emissionsdokument beschriebenen Vergütungen und Gebühren der Partner des Fonds.
- b. Alle Kosten im Zusammenhang mit der Strukturierung und Gründung des Fonds, einschließlich der Kosten für Rechts- und Steuerberatung.
- c. Alle Kosten für die Einwerbung von Eigenkapital wie Platzierungsgebühren sowie sonstigen Verkaufsförderungs- und Marketingmaßnahmen und die Kosten für die laufende Geschäftstätigkeit des Fonds und des Komplementärs, von Tochtergesellschaften wie Domizilierungskosten, Mieten, Vergütungen einschließlich Auslagen von Geschäftsführern.
- d. Alle regelmäßig anfallenden Verwaltungskosten des Fonds, insbesondere die Kosten für die Einberufung und Durchführung der Gesellschafterversammlungen und Sitzungen der Geschäftsführung des Komplementärs, sowie anderer Gremien des Fonds; die Vergütung der Geschäftsführung des Komplementärs sowie anderer Gremien des Fonds, einschließlich der Reisekosten, angemessener Spesen und etwaiger Sitzungsgelder.
- e. Alle fremden Verwaltungs- und Verwahrungsgebühren, die von der Verwahrstelle, anderen Korrespondenzbanken, Clearingstellen und/oder Transaktionsregistern für die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in Rechnung gestellt werden, sowie alle fremden Abwicklungs-, Versand- und Versicherungsspesen, die im Zusammenhang mit den Wertpapier- und Derivategeschäften des Teilfonds anfallen.
- f. Die Auslagen für Barmittelverwaltung sowie Werbungs- und Versicherungskosten, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon- und Faxgebühren und gegebenenfalls Mietkosten von Büroflächen.
- g. Vergütungen, Auslagen und sonstige Kosten der Zahlstellen und Repräsentanten sowie anderer im Ausland notwendig einzurichtender Stellen, die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallen.
- h. Externe Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck, den Vertrieb und den Versand sämtlicher Dokumente in allen notwendigen Sprachen für den jeweiligen Teilfonds, insbesondere des Emissionsdokuments, des Gesellschaftsvertrags, der Jahres- oder sonstigen Berichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Kommanditisten, der Einberufungen, der Vertriebsanzeigen bzw. Anträge auf Bewilligung in den Ländern, in denen die Kommanditanteile des jeweiligen Teilfonds vertrieben werden sollen, die Korrespondenz mit den betroffenen Aufsichtsbehörden sowie sonstiger für die Kommanditisten bestimmten Veröffentlichungen und sonstiger Pflichtinformationen in den Zeitungen.

i. Die Verwaltungsgebühren, die für den jeweiligen Teilfonds bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der luxemburgischen Aufsichtsbehörde und anderer Aufsichtsbehörden sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente des jeweiligen Teilfonds.

j. Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten und der Veräußerung von Vermögensgegenständen entstehen, insbesondere Due-Diligence-Aufwendungen im Zusammenhang mit potenziellen Investitionen (einschließlich den Kosten für nicht erfolgreich abgeschlossene Transaktionen) bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten des jeweiligen Teilfonds und deren Verwahrung, sowie die banküblichen Kosten für die Verwahrung von ausländischen Wertpapieren im Ausland.

k. Steuern, die auf das jeweilige Teilfondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden.

l. Kosten für Rechts- und Steuerberatung, einschließlich der Erstellung von rechtlichen und steuerlichen Gutachten, welche dem Fonds entstehen, und die angemessenen Kosten für Sachverständige, sonstige Berater und Fachleute.

m. Kosten des Wirtschaftsprüfers des Fonds und des Komplementärs.

n. Kosten die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten von Kommanditanteilen anfallen, einschließlich eventueller Lizenzgebühren.

o. Die Transaktionskosten für die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme von Kommanditanteilen.

p. Etwaige Kosten für die Beurteilung des jeweiligen Teilfonds durch national und international anerkannte Rating-Agenturen.

q. Vom Fonds bzw. dessen Teilfonds zu tragende Finanzierungskosten (inklusive Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten).

r. Kosten für die Auflage von neuen Teilfonds bzw. Kommanditeilsklassen.

s. Die Kosten von etwaigen Börseneinführungen von Kommanditeilsklassen an der luxemburgischen Börse oder ausländischen Börsen sowie etwaige sich aus einer solchen Börsennotierung ergebende Folgekosten.

t. Kosten, die gegebenenfalls für die Aufbereitung und Erstellung von Steuererklärungen der Anleger oder gegebenenfalls für die Erfüllung sonstiger steuerlichen Verpflichtungen anfallen.

u. Sämtliche angemessenen und dokumentierten Kosten des Fonds, seiner Teilfonds oder Kommanditeilsklassen und des Komplementärs, die während deren Gründung, laufender Verwaltung und Liquidation anfallen.

(2) Die vorgenannten Kosten und Gebühren verstehen sich zuzüglich gegebenenfalls anfallender Mehrwertsteuer.

(3) Einzelnen Teilfonds bzw. Kommanditeilsklassen spezifisch zuzurechnende Aufwendungen werden von dem jeweiligen Teilfonds bzw. der betreffenden Kommanditeilsklasse getragen (die "Spezifischen Aufwendungen"). Aufwendungen, die nicht einem bestimmten Teilfonds bzw. einer bestimmten Kommanditeilsklasse zuzuordnen sind, werden vom Komplementär jeweils im Verhältnis der von den Kommanditisten einer Kommanditeilsklasse bzw. eines Teilfonds geleisteten Nettokapitaleinlagen unter den Kommanditeilsklassen bzw. Teilfonds aufgeteilt (die "Allgemeinen Aufwendungen").

(4) Der Fonds kann die vorgenannten Kosten und Gebühren auch dann dem einzelnen Teilfonds belasten, wenn sie bei einer Tochtergesellschaft anfallen, deren Anteile von dem jeweiligen Teilfonds gehalten werden.

Art. 28. Interessenkonflikte.

(1) Der Komplementär und der ggf. bestellte AIFM unterhalten angemessene und wirksame organisatorische und administrative Vorkehrungen zur Ergreifung aller angemessenen Maßnahmen zur Ermittlung, Vorbeugung, Beilegung und Beobachtung von Interessenkonflikten, um zu verhindern, dass diese den Interessen des Fonds und der Kommanditisten schaden. Dennoch ist es möglich, dass Interessenkonflikte nicht zu Gunsten des Fonds bzw. der Kommanditisten gelöst werden.

(2) Der Komplementär und der ggf. bestellte AIFM unterliegen den im Emissionsdokument niedergelegten Grundsätzen zum Umgang mit Interessenkonflikten.

Art. 29. Wirtschaftsprüfer.

(1) Der Jahresbericht des Fonds wird von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, die als "réviseurs d'entreprises agréés" qualifiziert sind und von der Gesellschafterversammlung beauftragt und von dem Fonds vergütet werden, geprüft.

(2) Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz von 2007 vorschreibt.

Titel V. Gesellschafterversammlungen - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 30. Vertretung. Die Gesellschafterversammlung vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter. Sie hat die gesetzlichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Genehmigung aller mit der Tätigkeit des Fonds zusammenhängenden Handlungen, die nicht gesetzlich oder durch diesen Gesellschaftsvertrag dem Komplementär übertragen sind. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Gesellschafter, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und diesem Gesellschaftsvertrag stehen.

Art. 31. Gesellschafterversammlungen.

(1) Die ordentliche Gesellschafterversammlung des Fonds findet in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht am Geschäftssitz des Fonds in Luxemburg oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort in Luxemburg am zweiten Donnerstag des Monats April um 15.00 Uhr Luxemburger Zeit oder, falls dieser Tag kein Bankarbeitstag in Luxemburg ist, am darauf folgenden Bankarbeitstag statt. Die ordentliche Gesellschafterversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls nach Ermessen des Komplementärs außergewöhnliche Umstände dies erfordern. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung findet im Jahre 2016 statt.

(2) Der Komplementär kann im Rahmen des Gesetzes von 1915 weitere Gesellschafterversammlungen einberufen. Diese können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, welche in der Einberufung angegeben sind.

(3) Die vom Gesetz festgesetzten Quoren und Benachrichtigungsfristen sind für die Durchführung einer Gesellschafterversammlung maßgebend, sofern nichts anderes in diesem Gesellschaftsvertrag festgelegt ist.

(4) Die Gesellschafterversammlungen werden grundsätzlich vom Komplementär durch Ladungen, welche die Tagesordnung beinhalten, einberufen. Die Einberufung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form und mindestens acht (8) Kalendertage vor der Gesellschafterversammlung.

(5) Daneben haben die Kommanditisten, die (gemeinsam) mindestens 10% des Gesellschaftskapitals halten, das Recht, den Komplementär schriftlich aufzufordern, eine Gesellschafterversammlung innerhalb von zwölf (12) Wochen nach der schriftlichen Aufforderung einzuberufen. Sofern der Komplementär dieser Aufforderung innerhalb der Frist nicht nachkommt, sind die Kommanditisten berechtigt, die Gesellschafterversammlung selbst einzuberufen.

(6) Die Tagesordnung wird grundsätzlich vom Komplementär vorbereitet. In den Fällen, in denen die Gesellschafterversammlung auf Aufforderung der Kommanditisten einberufen wird, ist die Tagesordnung von den Kommanditisten vorzubereiten und, sofern der Komplementär an der Einberufung nicht mitwirkt, von den Kommanditisten im Rahmen der Einberufung gemäß Absatz 4 dieses Artikels zu versenden, wobei der Komplementär weitere Punkte in einer zusätzlichen Tagesordnung an die Kommanditisten versenden kann.

(7) Falls alle Gesellschafter bei einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie bestätigen, von der Tagesordnung der Versammlung Kenntnis zu haben, kann diese ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

(8) Die Geschäfte, die bei einer Gesellschafterversammlung zu behandeln sind, beschränken sich auf die Angelegenheiten, welche in der Tagesordnung festgesetzt sind, die wenigstens die gesetzlich vorgeschriebenen Tagesordnungspunkte beinhalten muss, sowie auf die Angelegenheiten, welche in deren Zusammenhang stehen, es sei denn, alle Gesellschafter einigen sich auf eine andere Tagesordnung.

(9) Der Komplementär oder eine von ihm bestellte Person führt den Vorsitz. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer und einen Stimmzähler bestellen.

(10) Über die Gesellschafterversammlung wird ein Protokoll gefertigt, das vom Vorsitzenden unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge, die im Rahmen von Gerichtsverfahren oder anderen Verfahren vorgelegt werden sollen, unterzeichnet der Komplementär.

(11) Die Gesellschafterversammlung ist neben den gesetzlich vorgesehenen Befugnissen, insbesondere Beschluss über den Jahresabschluss, Bestellung des Wirtschaftsprüfers, Verwendung des Jahresergebnisses, Entlastung des Komplementärs und Liquidation des Fonds auch zuständig für die Abberufung des Komplementärs sowie Zustimmung zur Verschmelzung von Teilfonds und/oder Kommanditanteilsklassen jeweils im Einklang mit den Regelungen des Gesellschaftsvertrags.

Art. 32. Anwesenheit und Mehrheitserfordernisse.

(1) Alle Gesellschafter haben das Recht auf Teilnahme an allen Gesellschafterversammlungen; alle Gesellschafter haben ein Rederecht auf den Gesellschafterversammlungen.

(2) Ein Gesellschafter kann sich bei der Gesellschafterversammlung durch eine andere Person vertreten lassen, die nicht Gesellschafter zu sein braucht und ein Geschäftsführer des Komplementärs sein kann. Die dazu ausgestellte Vollmacht kann in Textform oder durch ein gleichwertiges Kommunikationsmittel erteilt werden.

(3) Die Gesellschafter sind berechtigt, an einer Gesellschafterversammlung per Videokonferenz oder mittels anderer Telekommunikationseinrichtungen, die ihre Identifikation ermöglichen, teilzunehmen. Sie werden für die Ermittlung der Bedingungen über Beschlussfähigkeit und Mehrheit und Abstimmung als anwesend erachtet. Diese Hilfsmittel müssen über technische Funktionen verfügen, die eine effektive Teilnahme an der Gesellschafterversammlung gewährleisten, wobei sie ohne Unterbrechungen angeschlossen sein sollen.

(4) Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt grundsätzlich zu einer Stimme in der Gesellschafterversammlung. Jeder Kommanditanteil berechtigt unabhängig vom Nettoinventarwert je Kommanditanteil innerhalb einer Klasse von Kommanditanteilen zu einer Stimme.

(5) Beschlüsse der Gesellschafterversammlung werden, soweit dies nicht anderweitig gesetzlich oder in diesem Gesellschaftsvertrag vorgeschrieben ist, mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig von der Anzahl der durch die anwesenden oder vertretenen Gesellschafter gehaltenen Gesellschaftsanteile.

(6) Soweit dies nicht anderweitig gesetzlich oder in diesem Gesellschaftsvertrag vorgeschrieben ist, erfordert jeder Beschluss der Gesellschafterversammlung die Zustimmung des Komplementärs, um wirksam zu werden. Beschlüsse nach Artikel 20 (1) sind von diesem Zustimmungserfordernis explizit ausgeschlossen.

Art. 33. Gesellschafterversammlungen Einer Klasse von Kommanditanteilen.

(1) Die Kommanditisten einer Kommanditeilsklasse können jederzeit Gesellschafterversammlungen abhalten, um Beschlüsse über Tagesordnungspunkte zu fassen, die nur diese Kommanditeilsklasse betreffen.

(2) Die Regeln der Artikel 30, 31 und 32 gelten für diese Gesellschafterversammlungen mutatis mutandis.

(3) Beschlüsse, die die Rechte der Kommanditisten einer anderen Kommanditeilsklasse betreffen, bedürfen zu ihrer Wirksamkeit auch der Zustimmung der Gesellschafterversammlung der betreffenden anderen Kommanditeilsklasse.

Art. 34. Schriftliche Beschlüsse.

(1) Alternativ zu einer Gesellschafterversammlung können die Gesellschafter ihre Beschlüsse auch schriftlich fassen. Jeder Gesellschafter wird in diesem Fall den Text der zu fassenden schriftlichen Beschlüsse erhalten und hat die Gelegenheit, schriftlich darüber abzustimmen.

(2) Schriftliche Abstimmungen unterliegen denselben Anforderungen an die Anzahl der vertretenen Stimmen und an die zu erzielenden Mehrheiten wie persönlich abgehaltene Gesellschafterversammlungen. Die schriftlichen Beschlüsse werden in einem separaten Register festgehalten.

Art. 35. Geschäftsjahr und Jahresabschluss.

(1) Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am ersten Tag im Monat Januar und endet am letzten Tag im Monat Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr des Fonds beginnt an seinem Gründungsdatum und endet am 31. Dezember 2015. Der erste Jahresbericht wird per 31. Dezember 2015 erstellt.

(2) Die Jahresabschlüsse des Fonds sind in Euro ausgewiesen und können auf Grundlage der allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung in Luxemburg sowie dem Gesetz von 1915, dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 2013 sofern gesetzlich vorgeschrieben auf konsolidierter Basis unter Einbeziehung der direkten oder indirekten Tochtergesellschaften innerhalb der gesetzlich vorgegebenen Fristen, spätestens jedoch bis zu der ordentlichen Gesellschafterversammlung, die über das vorangegangene Geschäftsjahr zu beschließen hat und die nicht später als sechs Monate nach Ende des vorangegangenen Geschäftsjahr stattzufinden hat, aufgestellt werden.

Art. 36. Ausschüttungen und Ergebnisverwendung.

(1) Die Gesellschafterversammlung entscheidet auf Vorschlag des Komplementärs und im gesetzlich vorgegebenen Umfang über Ausschüttungen. Zu diesem Zweck ermittelt der Komplementär mindestens einmal im Jahr die Ausschüttungsfähige Liquidität des Fonds bzw. des jeweiligen Teilfonds.

(2) Sofern eine Ausschüttung erfolgt, darf das Mindestkapital des Fonds von Euro 1.250.000,00 nicht unterschritten werden.

(3) Der Komplementär kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen jederzeit Zwischenausschüttungen vornehmen.

(4) Grundsätzlich wird die gesamte Liquidität aus der Realisierung der Vermögenswerte des Fonds bzw. des jeweiligen Teilfonds, sofern diese nicht unmittelbar oder mittelbar zur Reinvestition gemäß den Regelungen des Emissionsdokuments oder für die Bildung einer angemessenen Liquiditätsreserve zur Deckung von anfallenden Kosten vorgehalten werden müssen, nach Abzug der Auszahlungen für Verbindlichkeiten des Fonds bzw. des jeweiligen Teilfonds an die Kommanditisten zeitnah ausgeschüttet (jeweils die "Ausschüttungsfähige Liquidität").

(5) Ausschüttungsfähige Liquidität kann als Ausschüttungen, welche das Ergebnis des Fonds bzw. des Teilfonds verwenden (die "Ergebnisausschüttung"), durch Rücknahmen von Kommanditanteilen oder durch Ausschüttungen ausgezahlt werden, welche weder Ergebnisausschüttungen noch Rücknahmen von Kommanditanteilen sind (die "Substanzausschüttung"). Die Auszahlung erfolgt in der Berechnungswährung.

(6) Ausschüttungen an Kommanditisten werden an ihre jeweilige, im Register angegebene Bankverbindung gezahlt. Die Ausschüttungen erfolgen zu einem vom Komplementär festgelegten Zeitpunkt grundsätzlich als Geldleistung. Der Komplementär kann Sachausschüttungen an einen oder mehrere Kommanditisten vornehmen, vorbehaltlich der Einhaltung des Prinzips der Gleichbehandlung von Kommanditisten, der entsprechenden luxemburgischen Rechtsvorschriften und der Zustimmung der jeweiligen Kommanditisten. Die Kosten und Aufwendungen für solche Sachausschüttungen werden von den jeweiligen Kommanditisten getragen. Ausschüttungen bleiben bis zur Auszahlung unverzinst. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und geht an den Fonds zurück.

(7) Nach der Ausgabe sind die Kommanditanteile einschließlich deren Bruchteile grundsätzlich, insbesondere sofern im Emissionsdokument nichts Abweichendes geregelt wird, im Verhältnis der auf diese Kommanditanteile geleisteten Nettokapitaleinlage zur gleichrangigen Beteiligung an der Ergebnisverwendung sowie den Ausschüttungen des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Kommanditeilsklasse berechtigt. Darüber hinaus werden die Regelungen zur Gewinnverwendung sowie den Ausschüttungen für jeden Teilfonds und jede Kommanditeilsklasse im Emissionsdokument gesondert beschrieben.

(8) Die Nettokapitaleinlage ist die Summe des von den jeweils betroffenen Kommanditisten durch Kapitalabrufe eingezahlten Kapitals, abzüglich der Summe der Ausschüttungen aus Rücknahmen und Substanzausschüttungen an diese Kommanditisten (die "Nettokapitaleinlage").

Titel VI. Schlussbestimmungen

Art. 37. Verwahrstelle.

(1) Der Fonds wird die Verwahrung der Vermögenswerte in dem gesetzlich erforderlichen Umfang einem Kreditinstitut im Sinne des Gesetzes über den Finanzsektor vom 5. April 1993, in der jeweils gültigen Fassung als Verwahrstelle anvertrauen (die "Verwahrstelle"), welche den Anforderungen des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 2013 genügt. Die Verwahrstelle wird ihre Pflichten und Aufgaben im Sinne von Teil 2 des Gesetzes von 2007, dem Gesetz von 2013 sowie dem sonstigen anwendbaren Luxemburger Recht wahrnehmen.

(2) Enden die Aufgaben der Verwahrstelle, wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um spätestens innerhalb von zwei (2) Monaten nach dem Ende mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine Nachfolgerin der Verwahrstelle zu bestellen.

(3) Die Verwahrstelle wird auch die Funktion der Zahlstelle des Fonds wahrnehmen.

Art. 38. Änderungen des Gesellschaftsvertrags.

(1) Dieser Gesellschaftsvertrag kann auf einer Gesellschafterversammlung unter Einhaltung der folgenden Regelungen und soweit durch das Gesetz von 1915 zulässig geändert oder ergänzt werden:

a. Die Beschlussfähigkeit ist gegeben, wenn mindestens fünfzig Prozent (50 %) des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten sind. Wird eine entsprechende Beschlussfähigkeit nicht erreicht, wird eine zweite Gesellschafterversammlung einberufen, die ungeachtet des dort vertretenen Anteils des Gesellschaftskapitals wirksam Beschlüsse fassen kann.

b. Für beide Versammlungen gilt: Der Beschluss gilt als gefasst, wenn mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen dafür votiert hat.

(2) Soweit dies nicht anderweitig gesetzlich oder in diesem Gesellschaftsvertrag vorgeschrieben ist, erfordert der Beschluss der Gesellschafterversammlung die Zustimmung des Komplementärs, um wirksam zu werden.

(2) Änderungen dieses Gesellschaftsvertrags, die die Rechte der Kommanditisten einer Kommanditanteilsklasse gegenüber den Rechten der Kommanditisten einer anderen Kommanditanteilsklasse betreffen, bedürfen zu ihrer Wirksamkeit auch der einstimmigen Zustimmung der Kommanditisten der betreffenden Kommanditanteilsklasse.

Art. 39. Massgebliches Recht. Alle nicht in diesem Gesellschaftsvertrag geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit den Gesetzen und Verordnungen des Großherzogtums Luxemburg entschieden, insbesondere dem Gesetz von 1915, dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 2013.

Luxembourg, den 2. Mai 2016.

Für die Richtigkeit namens der Gesellschaft

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2016102060/887.

(160072946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Gullwing Securities S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 205.803.

— STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the eight day of April,

Before Maître Blanche Moutrier, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jacques Kessler, notary public residing Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, who will keep the original of this deed,

THERE APPEARED:

Stichting Gullwing Securities, a foundation (Stichting) existing under the laws of the Netherlands, having its seat at 7, De Boelelaan, 1083 HJ Amsterdam, the Netherlands, registered with the Netherlands Chamber of Commerce under number 65708121,

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, with professional address in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal given,

such power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as described above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a public limited liability company (société anonyme), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Form and Name. There exists a public limited liability company (société anonyme) under the name Gullwing Securities S.A. (the Company) which is governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular by (i) the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the 1915 Law) and (ii) the law dated 22 March, 2004 relating to securitisation, as amended (the 2004 law), as well as by the present articles of association (the Articles).

The Company shall have the status of a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the 2004 Law.

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of directors of the Company.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors of the Company. Where the board of directors of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1. The Company is established for an unlimited period of time.

3.2. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

3.3. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

Art. 4. Corporate object. The corporate object of the Company is to enter into, perform and serve as a vehicle for, any securitisation transaction as permitted under the 2004 Law.

To that effect, the Company may, inter alia, enter into any transaction by which it acquires or assumes directly or indirectly or through another entity the risk relating to the holding or ownership of claims, receivables and/or other goods or assets (including securities of any kind, loan assets and real estate property) either movable or immovable, tangible or intangible, and/or risks relating to liabilities or commitments of third parties or which are inherent to all or part of the activities undertaken by third parties. The Company may assume or acquire these risks by acquiring, by any means, claims, receivables and/or assets and, by guaranteeing the liabilities or commitments of third parties or by binding itself in another way in accordance with the 2004 Law. The method that will be used to determine the value of the securitised assets will be set out in the relevant issue documentation.

Without prejudice to the generality of the foregoing, the Company may in particular, within the limits of the 2004 Law and so far as it relates to securitisation transactions:

- subscribe or acquire in any other appropriate manner any securities or financial instruments (in the widest sense of the word, including, but not limited to, notes or parts or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings and exchangeable or convertible securities) in Luxembourg or foreign companies;

- sell, transfer, assign, charge or otherwise dispose of its assets in such manner and for such compensation as the board of directors or any person appointed for such purpose, shall approve at such time;

- in the furtherance of its object, manage, apply or otherwise use all of its assets, securities or other financial instruments, and provide, within the limits of (article 61(3) of) the 2004 Law, for any kind of guarantees and security rights, by way of mortgage, pledge, charge, assignment or other means over the assets and rights held by the Company;

- enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and any similar transactions. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks;

- issue bonds (including exchangeable or convertible securities), notes, debentures, certificates, shares, warrants or any other form of debt securities (including by way of participation interest) or equity securities the return or value of which shall depend on the risks acquired or assumed by the Company. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities and provided such lending or such borrowing relates to securitisation transactions or to the enforcement of any of its rights under any receivable owned by it, to its subsidiaries, affiliated companies or to any other companies to the extent related to the activities permitted above. The Company may hold bank accounts; and

- may borrow in any form and, to that effect, enter into loan agreements as borrower within the scope of the 2004 Law, in particular in order to fund the acquisition or assumption of risks (i.e. prior to the issuance of any securities or, more

generally, where the Company acts as acquisition entity), to comply with any payment other obligation it has under any of its securities or any agreement entered into within the context of its activities.

The Company may, within the limits of the 2004 Law, give guarantees and grant security over its assets in order to secure the obligations it has assumed for the securitisation of these assets or for the benefit of investors (including their trustee or representative, if any) and/or any issuing entity participating in a securitisation transaction of the Company. The Company may not pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets, unless permitted by the 2004 Law.

The board of directors is entitled to create one or more compartments (representing the assets of the Company relating to an issue by the Company of securities) corresponding each to a separate part of the Company's estate. The Company may issue series or tranches of securities whose value or yield is linked to one or more specific compartments or to specific assets or risks or whose repayment is subject to the repayment of other instruments or certain claims. Where rights of investors or creditors relate to a compartment or have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of a compartment, such rights are strictly limited to the assets of that compartment. The assets of a compartment are exclusively available to satisfy the rights of investors in relation to that compartment and the rights of creditors whose claims have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that compartment. As between holders of securities issued by the Company, each compartment shall be treated as a separate entity.

Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be allocated to the same compartment as the assets from which it was derived and where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular compartment or to any action taken in connection with a particular compartment or its assets, such liability shall be allocated to the relevant compartment.

In the case where any asset of the Company is not attributable to a particular compartment, the board of directors of the Company shall have the discretion to determine the basis and the extent upon which any such asset shall be allocated or apportioned between compartments.

In the case where any fees, costs, expenses or other liabilities incurred cannot be considered as being attributable to a particular compartment, such fees, costs, expenses or other liabilities shall be considered as a general liability incurred on behalf of the Company as a whole, unless otherwise determined by the board of directors, and such fees, costs, expenses and other liabilities shall be general liabilities of the Company and shall be borne on a pro rata basis by the assets of any of the compartments.

The descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limitative. The corporate object shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

Generally, the Company may take any controlling and supervisory measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which (i) are directly or indirectly connected with or useful or necessary in the accomplishment and development of its corporate objects to the largest extent permitted under the 2004 Law and (ii) are able to promote their accomplishment or development, provided always that the Company will not enter without due authorization into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under the applicable Luxembourg laws, including, but not limited to, the 2004 Law.

II. Capital - Shares

Art. 5. Share capital.

5.1. The subscribed share capital of the Company is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000), represented by thirty-one thousand (31,000) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. All the shares of the Company shall be issued in registered form only. No conversion of the Shares into bearer shares shall be permissible.

6.2. The issued shares shall be entered into the register of shares of the Company which shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register sets forth the name of each shareholder, his/it residence or elected domicile, the number of shares held by him/it, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. Ownership of shares will be established by the entry in the register of shares of the Company.

6.3. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the 1915 Law.

Art. 7. Transfer of shares. The shares are transferred by a written declaration of transfer registered in the register of shares of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

III. Shareholders

Art. 8. Meetings of the shareholders of the Company.

8.1. The sole shareholder assumes all powers conferred by the 1915 Law to the general meeting of shareholders. The decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn-up in writing.

8.2. In case of plurality of shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company represent the entire body of shareholders of the Company. Resolutions of the shareholders are adopted at general meetings of shareholders of the Company (the General Meeting(s)). The General Meeting has the broadest powers to adopt and ratify all acts and operations consistent with the corporate object of the Company.

8.3. The annual General Meeting are held, in accordance with the 1915 Law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of such meeting, on the second Tuesday of the month of June of each year at 10 a.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting must be held on the next following business day.

8.4. The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors of the Company, exceptional circumstances so requires.

8.5. Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Art. 9. Notice, Quorum, Powers of attorney and Convening notices.

9.1. The notice periods and quorum required by the 1915 Law govern the notice for, and conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

9.2. If all the shareholders of the Company are present or represented at the General Meeting and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

9.3. Each share is entitled to one vote.

9.4. Except as otherwise required by the 1915 Law or by these Articles, resolutions at the General Meeting duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

9.5. The extraordinary General Meeting may amend the Articles only if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles as well as the text of any proposed amendments to the object or form of the Company. If this quorum is not reached, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Luxembourg official gazette, the Memorial, and in two Luxembourg newspapers. Such convening notices reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting validly deliberates regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented.

9.6. However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

9.7. A shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

9.8. Any shareholder may participate in a General Meeting by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.9. Each shareholder may vote by way of voting forms provided by the Company. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution, three boxes allowing to vote in favour, against or abstain from voting. Voting forms must be sent back by the shareholders to the registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for the calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention, are void.

IV. Management - Representation

Art. 10. Board of directors.

10.1. Composition of the board of directors

(i) The Company is managed by a board of directors composed of at least three (3) members. The members of the board of directors need not be shareholders of the Company. The directors are elected for a term not exceeding six (6) years and are re-eligible.

(ii) Whenever a legal entity is appointed as director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative to perform such director's mandate in its name and on its behalf (the Representative). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability, as if he was performing such director's mandate in his own name, without prejudice to the joint liability of the Legal Entity. The Legal Entity may only revoke the Representative provided that it simultaneously appoints a new Representative. Should the Representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another Representative.

(iii) The members of the board of directors of the Company are elected by the shareholder(s) of the Company at the General Meeting. The shareholder(s) of the Company also determine the number of directors and their remuneration. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

(iv) In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting.

(v) The board of directors of the Company may appoint a secretary who will be invited to attend board meetings and make a record of the deliberations and resolutions of the board.

10.2. Powers of the board of directors

(i) The board of directors of the Company is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the 1915 Law or by the Articles to the shareholder(s) of the Company fall within the competence of the board of directors.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the board of directors of the Company.

(iii) The board of directors of the Company is authorised to delegate the day-to-day management and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers or other agents, whether shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or several directors, the board of directors of the Company must report to the annual General Meeting any salary, fees and/or any other advantages granted to such director(s) during the relevant financial year.

10.3. Meetings of the board of directors of the Company

(i) The board of directors of the Company must appoint a chairman among its members and it may choose a secretary, who need not be a director, and who is responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors of the Company and the minutes of the General Meetings.

(ii) The board of directors of the Company meet upon the request of the chairman or any director, at the place indicated in the notice of meeting which is, in principle, in Luxembourg.

(iii) Written notice of any meeting of the board of directors of the Company is given to all directors at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances is set forth briefly in the convening notice of the meeting of the board of directors of the Company.

(iv) No such written notice is required if all the members of the board of directors of the Company are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a director, either before or after a meeting. Separate written notice is not required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors of the Company.

(v) Any member of the board of directors of the Company may act at any meeting of the board of directors of the Company by appointing another director as his or her proxy.

(vi) Any director may participate in a meeting of the board of directors of the Company by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) The board of directors of the Company can deliberate and/or act validly only if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the board of directors of the Company. Decisions are taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution is equal, the chairman of the meeting has a casting vote.

(viii) The resolutions of the board of directors of the Company are recorded in minutes signed by the chairman or all the directors present or represented at the meeting or by the secretary (if any).

(ix) Circular resolutions signed by all directors are valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held, and bear the date of the last signature.

(x) Any director having an interest conflicting with that of the Company in a transaction carried out otherwise than under normal conditions in the ordinary course of business, must advise the board of directors of the Company thereof and cause a record of his statement to be mentioned in the minutes of the meeting. The director concerned may not take part in these deliberations. A special report on the relevant transaction(s) is submitted to the shareholders before any vote, at the next General Meeting.

10.4. Representation

The Company is bound towards third parties by the joint signature of any two (2) directors or the single signature of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with these Articles.

Art. 11. Liability of the directors. The directors may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the 1915 Law.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and approval of annual accounts.

12.1. The financial year of the Company begins on the first January of each year and terminates on the thirty-first of December of each year.

12.2. Each year, the board of directors of the Company prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the officers, directors and statutory auditors towards the Company.

12.3. One month before the annual General Meeting, the Board provides documentary evidence and a report on the operations of the Company to the statutory auditors, who then prepare a report setting forth their proposals.

Art. 13. Statutory auditor. The annual accounts and consolidated accounts (if applicable) shall be audited and the Company and its operations shall be supervised by one or more independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés) appointed by the board of directors, in accordance with chapter 4 of the 2004 Law, for a period not exceeding one (1) year. Any auditor so appointed may be removed by the board of directors. Any auditor may be re-appointed. The auditors shall fulfil all the duties set forth by the 2004 Law.

Art. 14. Allocation of profits.

14.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) are allocated to the reserve required by the 1915 Law. This allocation ceases to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

14.2. The remainder of the annual net profits at the level of the Company available for distribution to the shareholders after allocation to the legal reserve in accordance with article 14.1 (including such portion of the legal reserve as may become available for distribution in compliance with the 1915 Law) shall be entirely distributed as dividends to the shareholders, unless otherwise decided by the General Meeting, in accordance with the 2004 Law, the 1915 Law and these Articles.

14.3. Any net profits which have not been declared and distributed as dividend at the end of the financial year shall mandatorily be distributed as dividend at a later stage or upon the liquidation of the Company at the latest, in accordance with the 1915 Law requirements.

14.4. Interim dividends may be distributed by the board of directors of the Company, at any time, under the following conditions:

- a. interim accounts are drawn up by the board of directors;
- b. these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;
- c. the decision to distribute interim dividends is taken by the board of directors within two (2) months from the date of the interim accounts; and
- d. in their report to the board of directors, as applicable, the statutory auditors or the réviseurs d'entreprises must verify whether the above conditions have been satisfied.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 15. Dissolution - liquidation of the Company.

15.1. In the event the Company is dissolved in accordance with article 3.2 of these Articles, the liquidation is carried out by one or several liquidators (who need not be shareholders and who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting also determines the powers and the remuneration of the liquidator(s).

15.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be entirely distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

Art. 16. Segregation of assets. If as of any payment date of the assets under a compartment (including a hedging agreement entered into by the Company in connection with a compartment) the sum of the payments received under such assets under the same compartment exceed the payments to be made by the Company under the same compartment, the board of directors may use the excess amount to pay off the claims of those creditors of the Company whose claims cannot be allocated to a particular compartment. All other assets allocated to a compartment are exclusively available to investors thereunder and the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment

VII. General provision

17.1. Notices and communications are made or waived and circular resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with board of directors meetings may also be granted by a director in accordance with such conditions as may be accepted by the board of directors of the Company.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together, constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the 1915 Law and the 2004 Law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31, 2016.

Subscription - Payment

Thereupon,

Stichting Gullwing Securities, prenamed and represented as stated above declares to subscribe for thirty-one thousand (31,000) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1), and to fully pay it up by way of a contribution in cash amounting to thirty-one thousand euro (EUR 31,000).

The amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified that the conditions provided for in article 26 of the Law, have all been complied with.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately 1,600.- euros.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as directors of the Company for a term of six years:

- Valérie Schleimer, born in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on November 14, 1965, residing professionally at 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Lara Nasato, born in Montebelluna (TV), Italy, on March 1, 1984, residing professionally at 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Caroline Kinyua, born in Nairobi, Kenya, on February 22, 1978, residing professionally at 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing parties, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le huitième jour du mois d'avril,

Par-devant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en remplacement de Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier reste dépositaire de la minute.

A COMPARU:

Stichting Gullwing Securities, une fondation (Stichting), établie sous les lois des Pays-Bas, ayant son siège social au 7, De Boelelaan, 1083 HJ, Amsterdam, Pays-Bas, immatriculée auprès la Chambre Commerciale des Pays-Bas sous le numéro 65708121,

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Pé-tange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme, qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination. Il existe une société anonyme sous la dénomination Gullwing Securities S.A. (la Société) qui est régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par (i) la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) et (ii) la loi luxembourgeoise datée du 22 Mars 2004 relative à la titrisation, telle que modifiée (la «Loi de 2004»), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

La société aura le statut d'une société de titrisation au sens de la Loi de 2004.

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune par décision du conseil d'administration de la Société.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil d'administration de la Société. Lorsque le conseil d'administration de la Société estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements seraient de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée.

3.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

3.2. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution de l'assemblée générale de l'actionnaire ou des actionnaires de la Société adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

3.3 La Société n'est pas dissoute en raison du décès, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

Art. 4. Objet social. L'objet social de la Société est de s'engager, de fonctionner et de servir comme véhicule pour toute opération de titrisation telle que permise par et conformément à la Loi de 2004.

A cet effet, la Société peut, entre autres, entreprendre toute activité par laquelle elle acquiert ou assume, directement ou indirectement, ou à travers une autre entité, les risques liés à la détention ou à la propriété de créances, dettes et/ou autres objets ou biens (y compris des titres de tous types, prêts et bien immobilier), meubles ou immeubles, tangibles ou intangibles, et/ou risques liés aux responsabilités et engagements de tiers qui sont inhérents à tout ou partie des activités entreprises par des tiers. La Société peut assumer ou acquérir ces risques par l'acquisition, par tous moyens de créances, dettes et/ou biens et, en garantissant les dettes ou les engagements de tiers ou en s'obligeant de toute autre manière conformément à la Loi de 2004. La méthode qui sera utilisée pour déterminer la valeur des biens de titrisation sera définie dans la documentation pertinente émise.

Sans préjudice de la généralité des faits précités, la Société pourra en particulier, dans les limites posées par la Loi de 2004 et à condition que ces opérations aient trait à une ou plusieurs opérations de titrisation:

- souscrire ou acquérir de toute autre manière appropriée tous titres ou instruments financiers (dans le sens le plus large du mot, y compris, mais sans y limiter, d'obligations ou de parts émises par des fonds commun de placement luxembourgeois ou par des fonds étrangers, ou tout autre organisme similaire et des obligations échangeables ou convertibles) dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères;

- vendre, céder, hypothéquer ou autrement disposer de ses biens d'une manière et pour une telle compensation que le(s) gérant(s) ou, lorsque qu'applicable, le conseil de gérance ou toute personne nommée pour un tel besoin approuve;

- afin de servir son objet, gérer, appliquer ou autrement utiliser tous ses biens, titres ou autres instruments financiers, et fournir, dans les limites de (l'Article 61(3) de) la Loi de 2004, pour tous types de sûretés et droits sur des titres, par voie d'hypothèque, gage, cession ou autres moyens sur les biens et droits détenus par la Société;

- entreprendre, exécuter et délivrer et accomplir tous swaps, contrats, contrats terme, dérivés, options, rachat, prêts d'actions et toutes transactions similaires liées à des investissements pour les besoins d'une gestion efficace, y compris mais non limité à des techniques et instruments désignés pour protéger la Société contre le crédit, le taux de change, les risques de taux d'intérêts et autres risques;

- émettre des obligations (notamment des obligations échangeables ou convertibles), titres de créances, billets à ordre, certificats, parts sociales, warrants ou tous autres types d'instruments de dette (y compris par voie de participation d'intérêts) ou titres de capital dont le retour ou la valeur devra dépendre des risques acquis ou assumés par la Société. La Société pourra prêter des fonds y compris les produits de tous emprunts et/ou émissions de titres, et fournir de tels prêts ou emprunts

est lié aux transactions de titrisation ou à l'application de l'un de ses droits en vertu des dettes qu'elle détient, envers ses filiales, Sociétés affiliées ou à toute autre Société dans la mesure où ceci est lié aux activités autorisées ci-dessus. La Société pourra détenir des comptes bancaires; et

- emprunter sous quelque forme que ce soit, et à cet effet, signer des contrats de prêts en tant qu'emprunteur dans la limite de la Loi de 2004, en particulier afin de financer l'acquisition ou la présomption de risques (à savoir avant l'émission de tous titres ou, plus généralement, quand la Société agit en tant qu'entité d'acquisition), de se conformer à tout paiement ou autre obligation qu'elle a en vertu de ses titres ou toutes conventions signées dans le contexte de ses activités.

La Société peut, dans les limites posées par la Loi de 2004, consentir des garanties ou des sûretés sur ses avoirs afin d'assurer le respect des obligations qu'elle assume pour la titrisation de ses actifs ou dans l'intérêt des investisseurs (y compris son «trustee» ou son mandataire, s'il y en a) et/ou toute entité participant à une opération de titrisation de la Société. La Société ne peut pas nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs, sauf dans les circonstances où la Loi de 2004 le permet.

Le conseil d'administration peut créer un ou plusieurs compartiments (représentant les actifs de la Société relatifs à une émission de titres de la Société) correspondant chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société. La Société peut émettre des séries ou tranches de valeurs mobilières dont la valeur ou le rendement sont fonction d'un ou de plusieurs compartiments ou d'avoirs ou de risques déterminés, ou dont le remboursement est subordonné au remboursement d'autres instruments ou de certaines créances. Quand les droits d'investisseurs ou de créanciers sont relatifs à un compartiment ou nés à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation d'un compartiment, ils sont strictement limités aux actifs de ce compartiment. Les actifs d'un compartiment refondent exclusivement les droits des investisseurs relatifs à ce compartiment et ceux des créanciers dont la créance est née à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce compartiment. Dans les relations entre détenteurs des valeurs mobilières émises par la Société, chaque compartiment est traité comme une entité à part.

Si un avoir découle d'un autre avoir, cet avoir dérivé sera attribué au même compartiment auquel appartient l'avoir dont il découle et lorsque la Société supporte un engagement qui est en relation avec un avoir d'un compartiment déterminé ou en relation avec une opération effectuée en rapport avec un compartiment déterminé ou des avoirs de celui-ci, cet engagement sera attribué à ce compartiment déterminé.

Au cas où un avoir de la Société n'est pas attribuable à un compartiment déterminé, le conseil d'administration de la Société pourra déterminer discrétionnairement les critères selon lesquels un tel actif sera alloué ou réparti parmi les compartiments.

Au cas où des honoraires, coûts, dépenses, ou autres dettes ne peuvent être attribués à un compartiment déterminé, ces honoraires, coûts, dépenses ou autres dettes seront considérés comme une obligation générale de la Société dans son ensemble, à moins que le conseil d'administration en décide autrement, et ces honoraires, coûts, dépenses et autres dettes seront des obligations générales de la Société et seront supportés proportionnellement par les avoirs d'un quelconque des compartiments.

Les descriptions ci-dessus sont à comprendre dans leur sens le plus large et leur énumération n'est pas limitative. Les objets de la Société devront inclure toute transaction ou convention qui est signée par la Société, à condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec les objets précités.

La Société pourra prendre toute mesure de surveillance et de contrôle pour sauvegarder ses droits et effectuer toutes transactions qui (i) sont directement ou indirectement liées à ou utiles ou nécessaires pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large autorisée par la Loi de 2004 et (ii) permettent de promouvoir leur accomplissement ou développement, étant toujours entendu que la Société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu des lois luxembourgeoises applicables, y compris, mais sans s'y limiter, la Loi de 2004, l'obtention d'une autorisation de commerce, sans que cette autorisation conforme à la loi luxembourgeoise ne soit obtenue.

II. Capital - Actions

Art. 5. Capital social.

5.1. Le capital social est fixé à trente-et-un mille euros (31.000 EUR), représenté par trente-et-un mille (31.000) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'assemblée générale de l'actionnaire ou des actionnaires de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1. Toutes les actions de la Société seront uniquement émises sous forme nominative. Aucune conversion des Actions en actions au porteur ne sera admissible.

6.2 Les actions émises seront inscrites dans le registre des actions de la Société qui sera tenu au siège social de la Société, où il peut être consulté par tout actionnaire. Ce registre renseigne le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou domicile élu, le nombre d'actions qu'il/elle détient, les montants versés pour chaque action, et la cession des actions et les dates de ces cessions. La propriété des actions sera établie par l'inscription sur le registre des actions de la Société.

6.3. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites fixées par la Loi de 1915.

Art. 7. Cession des actions. Les actions sont cédées par le biais d'une déclaration écrite de cession, inscrite sur le registre des actions de la Société, cette déclaration de cession sera signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires autorisés. La Société peut également accepter comme preuve d'une cession d'actions d'autres documents actant une cession jugés satisfaisants pour la Société.

III. Actionnaires

Art. 8. Assemblées des actionnaires de la Société.

8.1. L'actionnaire unique assume tous les pouvoirs conférés par la Loi de 1915 à l'assemblée générale des actionnaires. Les décisions de l'actionnaire unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

8.2. En cas de pluralité d'actionnaires, toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'intégralité de l'actionnariat de la Société. Les résolutions des actionnaires sont adoptées en assemblées générales des actionnaires de la Société (l'Assemblée ou les Assemblées Générale(s)). L'Assemblée Générale est investie des pouvoirs les plus étendus afin d'adopter et de ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.3. L'Assemblée Générale annuelle est tenue, conformément à la Loi de 1915, à Luxembourg, à l'adresse du siège social de la Société ou à cet autre lieu dans la commune du siège social tel que cela peut être indiqué dans la convocation à cette assemblée, le deuxième mardi du mois de juin de chaque année à 10h00. Si ce jour est un jour non ouvrable pour les banques à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle doit être tenue le jour ouvrable suivant.

8.4. L'Assemblée Générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration de la Société constate souverainement que des circonstances exceptionnelles l'exigent.

8.5. D'autres Assemblées Générales peuvent être tenues à ce lieu et heure tel qu'indiqué dans les convocations respectives à l'assemblée.

Art. 9. Convocation, Quorum, Procurations et Avis de Convocation.

9.1. Les délais de préavis et le quorum exigé par la Loi de 1915 régissent la convocation pour les Assemblées Générales, et le déroulement des Assemblées Générales, sauf disposition contraire prévue dans les présents Statuts.

9.2. Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale et se considèrent comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

9.3. Chaque action donne droit à un vote.

9.4. Sauf exigence contraire de la Loi de 1915 ou des présents Statuts, les résolutions à l'Assemblée Générale qui est dûment convoquée seront adoptées par la majorité simple de ceux présents ou représentés et des votants.

9.5. L'Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées ainsi que le texte de celles qui modifient l'objet social ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée, selon les modalités prévues par les Statuts, par annonces insérées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'Assemblée, dans le journal officiel de Luxembourg, le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la réunion et indiquent la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux Assemblées Générales, les résolutions doivent être adoptées par au moins les deux tiers des voix actionnaires présents ou représentés.

9.6. Cependant, la nationalité de la Société peut être changée et les engagements de ses actionnaires peuvent être augmentés uniquement avec le consentement unanime des actionnaires et des obligataires (le cas échéant).

9.7. Un actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne (actionnaire ou non) afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

9.8. Tout actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par conférence téléphonique ou par tout autre équipement de communication similaire permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'entendre et de se parler et de délibérer valablement. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion.

9.9. Chaque actionnaire peut voter au moyen de bulletins de vote fournis par la Société. Les bulletins de vote indiquent la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, le texte des résolutions proposées ainsi que, pour chaque résolution, trois cases permettant de voter en faveur, de voter contre ou de s'abstenir. Les bulletins de vote doivent être renvoyés par les actionnaires au siège social. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires de vote reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée Générale. Les bulletins de vote sur lesquels ne sont mentionnés ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention, sont nuls.

IV. Administration - Représentation

Art. 10. Conseil d'administration.

10.1 Composition du conseil d'administration

(i) La Société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres. Les membres du conseil d'administration ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la Société. Les administrateurs sont élus pour un mandat de six (6) ans maximum et sont rééligibles.

(ii) Lorsqu'une personne morale est nommée en tant qu'administrateur de la Société (la Personne Morale), celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui représente ladite personne morale dans sa fonction d'administrateur (le Représentant). Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la Personne Morale qu'il représente. La Personne Morale ne peut révoquer le Représentant que si elle nomme simultanément un nouveau Représentant. Si le Représentant se trouve dans l'incapacité d'exercer ses fonctions, la Personne Morale doit immédiatement nommer un autre Représentant.

(iii) Les membres du conseil d'administration de la Société sont élus par le(s) actionnaire(s) de la Société à l'Assemblée Générale. Le(s) actionnaire(s) de la Société fixent également le nombre d'administrateurs et leur rémunération. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou remplacé, à tout moment, par une résolution adoptée par l'Assemblée Générale.

(iv) Si le poste d'un administrateur devient vacant suite à un décès, départ à la retraite ou autre, les administrateurs restants peuvent élire, à la majorité des voix, un administrateur afin de pourvoir à ce poste vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

(v) Le conseil d'administration de la Société peut nommer un secrétaire qui sera invité à assister aux réunions du conseil et à dresser un compte-rendu des délibérations et des résolutions du conseil.

10.2 Pouvoirs du conseil d'administration

(i) Le conseil d'administration de la Société est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer ou faire effectuer tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi de 1915 ou par les Statuts à l'actionnaire ou aux actionnaires de la Société relèvent de la compétence du conseil d'administration.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le conseil d'administration de la Société à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le conseil d'administration de la Société peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société à cet égard, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le conseil d'administration de la Société doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou autres avantages quelconques, accordés à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social concerné.

10.3 Réunions du conseil d'administration de la Société

(i) Le conseil d'administration de la Société doit élire un président parmi ses membres et il peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Société et des procès-verbaux des Assemblées Générales.

(ii) Le conseil d'administration de la Société se réunit sur convocation du président ou d'un administrateur, au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(iii) Il est donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du conseil d'administration de la Société au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour cette réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées brièvement dans la convocation à la réunion du conseil d'administration de la Société.

(iv) Aucune convocation écrite n'est requise si tous les membres du conseil d'administration de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir eu parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par une résolution du conseil d'administration de la Société.

(v) Tout membre du conseil d'administration de la Société peut donner une procuration à un autre administrateur afin de le représenter à toute réunion du conseil d'administration de la Société.

(vi) Tout administrateur peut participer à toute réunion du conseil d'administration de la Société par conférence téléphonique ou par tout autre équipement de communication similaire permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'entendre et de se parler et de délibérer valablement. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion dûment convoquée et tenue.

(vii) Le conseil d'administration de la Société ne peut délibérer et/ou agir valablement que si au moins la majorité des administrateurs de la Société est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration de la Société. Les décisions sont valablement adoptées à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. Au cas où lors d'une réunion du conseil d'administration, il y a égalité des voix pour et contre une décision, la voix de celui qui préside le conseil d'administration sera prépondérante.

(viii) Les décisions du conseil d'administration de la Société sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président ou par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (s'il en existe un).

(ix) Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du conseil d'administration de la Société dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(x) Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une transaction qui ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales, est tenu d'en prévenir le conseil d'administration de la Société et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. L'administrateur en cause ne peut prendre part à ces délibérations. Un rapport spécial relatif à ou aux transactions concernées est soumis aux actionnaires avant tout vote, lors de la prochaine Assemblée Générale.

10.4 Représentation

La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux (2) administrateurs, ou par la signature individuelle de toutes personnes à qui ce pouvoir de signature a été délégué valablement conformément aux présents Statuts.

Art. 11. Responsabilité des administrateurs. Les administrateurs ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi de 1915.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 12. Exercice social et approbation des comptes annuels.

12.1 L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente-et-un décembre (31) de chaque année.

12.2. Chaque année, le conseil d'administration de la Société dresse le bilan et le compte de résultat, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaire(s) aux comptes envers la Société.

12.3 Un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux commissaires, qui doivent ensuite faire un rapport contenant leurs propositions.

Art. 13. Réviseur d'entreprises/Commissaire. Les comptes annuels et les comptes consolidés (s'il y en a) devront être audités et la société et ses opérations seront contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés nommé(s) par le conseil d'administration, conformément au chapitre 4 de la Loi de 2004, pour une période n'excédant pas un (1) an. Tout réviseur ainsi nommé peut être démis de ses fonctions par le conseil d'administration. Tout réviseur peut être réélu. Les réviseurs remplissent toutes les tâches prévues par la Loi de 2004.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve légale. Cette affectation cesse d'être exigée lorsque réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

14.2. Le surplus des profits annuels nets au niveau de la Société pour distribution aux actionnaires après allocation à la réserve légale conformément à l'article 14.1 (incluant la portion de la réserve légale qui peut être disponible pour distribution conformément à la Loi de 1915) sera entièrement distribué comme dividendes aux actionnaires, sous réserve d'une décision contraire de l'Assemblée Générale, conformément à la Loi de 2004, la Loi de 1915 et les présents statuts.

14.3. Tous profits nets qui à la fin de l'année fiscale n'ont pas été déclarés et non distribués comme dividendes seront obligatoirement distribués, conformément aux dispositions de la Loi de 1915, comme un dividende, ultérieurement ou au plus tard lors de la liquidation de la Société.

14.4. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués par le conseil d'administration de la Société, à tout moment, aux conditions suivantes:

a. des comptes intérimaires sont établis par le conseil d'administration;

b. ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;

c. la décision de distribuer des acomptes sur dividendes est adoptée par le conseil d'administration dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

d. dans leur rapport au conseil d'administration, selon le cas, les commissaires aux comptes ou les réviseurs d'entreprises doivent vérifier si les conditions prévues ci-dessus ont été remplies.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 15. Dissolution - liquidation de la Société.

15.1. En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2. des présents statuts, la liquidation est réalisée par un ou plusieurs liquidateurs (actionnaires ou non et pouvant être des personnes physiques ou morales) nommés par l'Assemblée Générale qui statue et se prononce sur cette liquidation. Cette Assemblée Générale fixe également les pouvoirs et la rémunération du liquidateur ou des liquidateurs.

15.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes sera distribué entièrement aux actionnaires proportionnellement aux actions détenues par chacun d'entre eux.

Art. 16. Séparation des biens. Si, à toute date où paiement est dû en relation avec les actifs d'un compartiment (y compris les contrats de couverture passés par la Société en relation avec un compartiment), le montant des paiements reçus en relation avec de tels actifs excède les paiements devant être faits par la Société sous ce même compartiment, le conseil d'administration peut utiliser le surplus pour satisfaire les créances d'autres créanciers de la Société dont les créances ne peuvent pas être affectées à un compartiment déterminé. Tous les autres actifs affectés à un compartiment déterminé sont exclusivement à la disposition des investisseurs de ce compartiment ainsi qu'aux créanciers dont les créances sont nées en relation avec la création, l'opération et la liquidation de ce compartiment.

VII. Disposition générale

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télégramme, fax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du conseil d'administration peuvent également être données par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le conseil d'administration de la Société.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire à toutes les conditions légales pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et même document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi de 1915 et la Loi de 2004 et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les actionnaires.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date du présent acte et prendra fin le 31 décembre 2016.

Souscription - Libération

Sur ce,

Stichting Gullwing Securities, précitée et représentée comme indiqué ci-dessus déclare souscrire à trente-et-un mille (31.000) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant trente-et-un mille euros (31.000 EUR).

Le montant de montant trente-et-un mille euros (31.000 EUR) est à la disposition de la Société, dont la preuve a été apportée au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié que les conditions prévues par l'article 26 de la Loi ont été observées.

Frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit qui incomberont à la Société du fait de sa constitution s'élèvent à environ 1.600,- euros.

Résolutions de l'actionnaire unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'actionnaire unique de la Société, représentant la totalité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité d'administrateurs de la Société pour une durée de six ans:

- Valérie Schleimer, née à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 14 novembre 1965, résidant professionnellement au 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Lara Nasato, née à Montebelluna (TV) (Italie), le 1^{er} mars 1984, résidant professionnellement au 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Caroline Kinyua, née à Nairobi (Kenya), le 22 février 1978, résidant professionnellement au 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, passé à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire des parties comparantes, ce dernier a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: Conde, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 11 avril 2016. Relation: EAC/2016/8678. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016102064/696.

(160074247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

LSF 20 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 205.656.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the fifteenth day of April,

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Lone Star Capital Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 91796,

hereby represented by Mrs. Alexandra FUENTES, employee, professionally residing at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a power of attorney, given in Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, on 14 April 2016.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to draw up as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

" **Art. 1. Form.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (hereafter the Company) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pertaining to such an entity (the Laws), and in particular the law dated 10 August 1916 on commercial companies, as amended (the Companies Act), as well as by the present articles (the Articles of Association).

Art. 2. Object. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the creation, acquisition, holding and/or disposal, in any form and by any means, of participations, rights and interests in, and obligations of, any form of Luxembourg and foreign companies and enterprises, and the administration, management, control and/or development of those participations, rights, interests and obligations.

The Company may, by any means whatsoever, use its funds to establish, manage, develop and/or dispose of all of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and/or dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, to participate in the creation, acquisition, development and/or control of any form of Luxembourg and foreign companies and enterprises, to acquire by any means, establish, own, manage, develop and/or dispose of any portfolio of securities and intellectual property rights of whatever origin and to realize them by way of sale, transfer, assignment, exchange or otherwise.

The Company may give guarantees and/or grant security in favour of third parties to secure its obligations and/or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies and any other company, pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets and grant loans, advances and/or assistance, in any form whatsoever, to its subsidiaries, affiliated companies and third parties.

The Company may take any measure and carry out any operation, including but not limited to commercial, industrial, financial, personal and real estate operations, which are directly or indirectly connected with, or may favour the development of, its corporate purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Company will have the name of "LSF 20 S.à r.l.".

Art. 5. Registered Office. The registered office is established in the municipality of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder, or in case of plurality, of an extraordinary general meeting of its shareholders.

It may be transferred within the boundaries of the municipality of Bertrange by a resolution of the sole manager or, in case of plurality, the Board of Managers of the Company.

The Company may establish other offices and/or branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of sole manager or, in case of plurality, the Board of Managers.

Art. 6. Subscribed capital. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro), represented by 100 (one hundred) ordinary shares having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in any form whatsoever including but not limited to dividend payments or reimbursement or to allocate funds to the legal reserve.

Any contribution in cash or in kind made as capital contributions without the issuance of new shares will be booked in a "capital surplus" account (the Capital Surplus) pursuant to a resolution of the general meeting of shareholder(s). The Capital Surplus will only be available (i) for the purpose of distributions, whether by dividend, share redemption, reimbursement or otherwise, to the holder(s) of the shares which ha(s/ve) paid the Capital Surplus pro rata to its/their respective contribution(s), (ii) to be incorporated in the share capital to issue shares to the holder(s) of shares which ha(s/ve) paid the Capital Surplus pro rata to its/their respective contribution(s), (iii) to offset any net realised losses or (iv) to be allocated to the legal reserve.

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The capital may be increased or reduced at any time by a decision of the single shareholder or, as the case may be, by a resolution of the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Companies Act for any amendment of these Articles of Association.

Art. 8. Shares. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence and entitles to one vote at the general meetings of shareholders, as the case may be.

As far as the Company is concerned, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

The transfer of the Company's shares inter vivos to third parties must be authorised in accordance with Article 179 of the Companies Act. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders of the Company.

Art. 9. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a shareholder. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or, as the case may be, of one of the shareholders, does not put the Company into liquidation.

Art. 10. Board of Managers. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the Board of Managers). The manager(s) need not be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed, revoked and replaced by a decision of the single shareholder, or as the case may be, of the general meeting of the shareholders owning more than half of the share capital, which will determine their number and the period of their mandate.

The single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the sole manager or, in case of plurality, any member of the Board of Managers.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 10 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Association to the single shareholder, or, as the case may be, the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

Art. 11. Representation of the Company. The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of any manager.

Art. 12. Delegation of Powers. The sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders or the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers, may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders or the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 13. Meetings of the Board of Managers. Every board meeting shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg or such other place in Luxembourg as the Board of Managers may from time to time determine.

Written notices of any meeting of the Board of Managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting beforehand. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Managers.

Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another manager as his proxy. Managers may also cast their votes by telephone confirmed in writing. The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the Board of Managers.

The resolutions of the Board of Managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Notwithstanding the foregoing, resolutions of the Board of Managers may also be passed in writing which resolutions will be proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such resolutions shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager, with a majority signed in Luxembourg. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 14. Responsibilities. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 16. General Meeting of Shareholders. If the Company is composed of one single shareholder, the latter assumes all powers conferred by Laws to the general meeting of shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns.

Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by fax or e-mail as his proxy another person who need not be a shareholder.

Resolutions whose purpose is to amend the Articles of Association of the Company may only be adopted by a majority of shareholders representing at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Companies Act.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the general meeting of shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Board of Managers or, as the case may be, the sole manager to the shareholders.

Art. 16. Financial Year. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 17. Adoption of annual accounts. At the end of each financial year, with reference to thirty-first December, the Company's accounts are closed and are drawn up by the manager, or in case of plurality of managers, by the Board of Managers, in accordance with the Laws, who prepares, among others, an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

The annual accounts are submitted to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Art. 18. Appropriation of Profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the annual net profits of the Company is allocated to a statutory reserve required by law. Such allocation will cease to be required as soon as and as long as such reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's subscribed share capital.

Subject to the following, the single shareholder or the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions set by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the sole manager or, as the case may be, the Board of Managers may pay out an advance payment on dividends to the shareholder(s). The sole manager or, as the case may be, the Board of Managers determines the amount and the date of payment of any such advance payment.

Art. 19. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as set out in these Articles of Association, unless otherwise provided by Laws.

At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the single shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Laws, and in particular the Companies Act, for all matters for which no specific provision is made in these Articles of Association.

Subscription and Payment

All the 100 (one hundred) shares have been subscribed and fully paid-up via contribution in cash by Lone Star Capital Investments S.à r.l., prequalified, so that the sum of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2016.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,400.- (one thousand four hundred euro).

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. The number of managers is set at three.

2. The meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

- Mr. Patrick Steinhauser, legal counsel, born on 21 April 1975 in Baden-Baden, Germany, whose professional address is at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Philippe Detournay, company director, born on 9 April 1966 in Hal, Belgium, whose professional address is at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Philippe Jusseau, accountant, born on 16 September 1979 in Strasbourg, France, whose professional address is at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

3. The registered office is established at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

In witness whereof We, the undersigned notary, have set our hand and seal on the date and year first hereabove mentioned.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le quinze avril,

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Lone Star Capital Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 91796,

ici représentée par Madame Alexandra FUENTES, employée, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 14 avril 2016.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

« **Art. 1^{er}. Forme.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (ci-après, la Société) qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg y relatives (les Lois), et notamment celle du 10 août 1916 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1916) ainsi que les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Objet. La Société pourra accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la constitution, l'acquisition, la détention et/ou la cession, sous quelque forme que ce soit et selon tous les moyens, de participations, droits et intérêts et obligations, dans toute société et entreprise luxembourgeoise et étrangère, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, droits, intérêts et obligations.

La Société peut utiliser ses fonds par tous les moyens pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, pour acquérir, investir dans et/ou vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, pour participer à la création, l'acquisition, le développement et/ou le contrôle de toute forme de sociétés ou entreprises luxembourgeoises ou étrangères, pour acquérir par tout moyen, établir, détenir, gérer, développer et/ou vendre tout portefeuille de valeurs mobilières et de brevets de n'importe quelle origine, et pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement.

La Société peut également consentir des garanties et/ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations et/ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société, nantir, céder, grever de charges ou créer des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs et accorder des prêts, avances et/ou assistance, sous n'importe quelle forme, à ses filiales, sociétés affiliées et tierces parties.

La Société peut prendre toutes mesures et accomplir toutes opérations, incluant mais n'étant pas limité à des opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La société est dénommée «LSF 20 S.à r.l.»

Art. 5. Siège Social. Le siège social est établi dans la commune de Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'associé unique, ou en cas de pluralité, de l'assemblée générale des associés de la Société.

Il peut être transféré dans la commune de Bertrange par une décision du gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance de la Société.

La Société peut établir d'autres bureaux et/ou succursales à la fois dans le Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'à l'étranger par une décision du gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance.

Art. 6. Capital Social Souscrit. Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros), représenté par 100 (cent) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel sera transféré toute prime d'émission payée sur toute part sociale en plus de sa valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société peut racheter à son/ses associé(s), pour compenser toutes pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes à/aux (l') associé(s), de quelque manière que ce soit, incluant mais n'étant pas limité à des paiements de dividendes ou remboursement ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Tout apport en numéraire ou en nature opéré en tant qu'apport en capital sans émission de nouvelles parts sociales sera inscrit à un compte de contribution au capital non rémunéré par des titres («Contribution au Capital») suivant une résolution de l'assemblée générale de(s) (l') associé(s). La Contribution au Capital sera uniquement disponible (i) pour des distributions, soit sous forme de dividendes, soit sous forme de rachat de parts sociales, remboursement ou autrement, au(x) détenteur(s) des parts sociales qui a/ont payé la Contribution au Capital au prorata de sa contribution / leurs contributions respectives, (ii) pour être incorporé au capital social afin d'émettre des parts sociales au(x) détenteur(s) des parts sociales qui a/ont payé la Contribution au Capital au prorata de sa contribution / leurs contributions respectives, (iii) pour compenser toutes pertes nettes réalisées ou (iv) pour être alloué à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et Réduction de Capital. Le capital social pourra à tout moment être augmenté ou réduit suivant une décision de l'associé unique ou le cas échéant par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par ces Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices de la Société et donne droit à une voix dans les assemblées générales d'associés, le cas échéant.

A l'égard de la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Le transfert de parts sociales entre vifs à des tiers doit être autorisé conformément à l'article 179 de la Loi de 1916. Cette autorisation n'est pas requise en cas de transfert de parts sociales à des associés de la Société.

Art. 9. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, ou le cas échéant d'un des associés, n'entraînent pas la mise en liquidation de la Société.

Art. 10. Conseil de Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront un conseil de gérance (le Conseil de Gérance).

Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associé(s). Le ou les gérant(s) sont nommés, révoqués et remplacés par une décision de l'associé unique, ou le cas échéant de l'assemblée générale des associés, adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social, qui détermine leur nombre et la durée de leur mandat.

L'associé unique, ou le cas échéant, l'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le gérant unique, ou si plusieurs gérants ont été nommés, n'importe lequel des membres du Conseil de Gérance.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 10.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents Statuts à l'associé unique, ou le cas échéant, à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

Art. 11. Représentation de la Société. En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, par la seule signature d'un gérant quelconque.

Art. 12. Délégation de Pouvoirs. L'associé unique, ou le cas échéant, l'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

L'associé unique, ou le cas échéant, l'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance. Toute réunion du Conseil de Gérance se tient au Grand-Duché de Luxembourg ou à tout autre endroit à Luxembourg que le Conseil de Gérance peut de temps à autres déterminer.

Des notifications écrites de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie, au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au Conseil de Gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour auparavant. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil de Gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Les gérants peuvent également émettre leur vote par téléphone, moyennant une confirmation écrite. Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des membres du conseil est présente ou représentée au conseil de gérance.

Les décisions du Conseil de Gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, des décisions du Conseil de Gérance peuvent également être prises par écrit, lesquelles décisions seront régulières et valables comme si elles avaient été adoptées à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. De telles décisions résulteront d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil de Gérance sans exception, avec une majorité signée à Luxembourg. La date de telles résolutions circulaires sera la date de la dernière signature.

Art. 14. Responsabilités. Le ou les gérant(s) ne contracte(nt), à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 16. Assemblée Générale des Associés. Si la Société comporte un associé unique, l'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Un associé peut agir à toute assemble des associés en nommant par écrit, par fax ou par e-mail en qualité de mandataire une autre personne qui n'a pas besoin d'être associé.

Les résolutions dont l'objet est de modifier les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la Loi de 1916.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel est envoyé par le Conseil de Gérance ou, le cas échéant, le gérant unique aux associés. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte des résolutions proposées.

Art. 16. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Approbation des Comptes Annuels. A la fin de chaque année sociale, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et dressés, suivant le cas, par le gérant unique ou le Conseil de Gérance, conformément aux Lois, qui, entre autres, dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Les comptes annuels sont soumis à l'approbation de l'associé unique ou, selon le cas, de l'assemblée générale des associés.

Art. 18. Affectation des Bénéfices. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net annuel, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

Sous conditions de ce qui suit, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets.

Il peut/ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer comme dividende à l'associé/aux associés.

Sous réserve des conditions fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut/peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes à ou aux associé(s). Le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance déterminera/ont le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Art. 19. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles prévues par les Statuts, sauf dispositions contraires des Lois.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés qui fixera/ont ses/leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions des Lois et en particulier la Loi de 1916.»

Souscription et libération

L'ensemble des 100 (cent) parts sociales ont été souscrites et entièrement libérées par apport en numéraire par Lone Star Capital Investments S.à r.l., précitée, de sorte que la somme d'EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2016.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement EUR 1.400,- (mille quatre cents euros).

Assemblée générale constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé pré-qualifié représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à trois.
2. Sont nommés membres du conseil de gérance, pour une durée indéterminée:
 - M. Patrick Steinhauser, juriste, né à Baden-Baden, Allemagne, le 21 avril 1975 dont l'adresse professionnelle est au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg;
 - M. Philippe Detournay, directeur de société, né à Hal, Belgique, le 9 avril 1966 dont l'adresse professionnelle est au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg; et
 - M. Philippe Jusseau, comptable, né à Strasbourg, France, le 16 septembre 1979 dont l'adresse professionnelle est au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.
3. Le siège social de la Société est établi au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

En foi de quoi Nous, notaire soussigné, avons apposé notre signature et sceau le jour de l'année indiquée ci-dessus.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Fuentes et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 20 avril 2016. 2LAC/2016/8370. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2016.

Référence de publication: 2016099072/381.

(160069513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2016.

P.F. Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8372 Hobscheid, 8, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 42.819.

—
DISSOLUTION

L'an deux mil seize, le quinze mars,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

ont comparu:

Monsieur Paul FEYT, retraité, né à Bruxelles, Belgique, le 04 novembre 1945, demeurant à B-1200 Bruxelles, 2, avenue des Constellations, et

Madame Marie WOLFF, retraitée, née à Arlon, Belgique, le 21 décembre 1941, demeurant à B-1200 Bruxelles, 2, avenue des Constellations,

Détenteurs de toutes les parts sociales représentant le capital de la société à responsabilité limitée P.F. CONSULT s.à r.l., avec siège à Hobscheid, 8, Grand-Rue, constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Urbain THOLL, alors notaire de résidence à Redange/Attert, en date du 29 décembre 1992, publié au Mémorial C numéro 191 du 29 avril 1993 et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois aux termes d'une assemblée générale extraordinaire reçue par le notaire Aloyse BIEL, alors de résidence à Capellen, en date du 23 janvier 2002, publiée en extrait au Mémorial C numéro 813 du 29 mai 2002.

Lesquels ont déclaré:

Qu'ils sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée P.F. CONSULT s.à r.l., avec siège à L-8372 Hobscheid, 8, Grand-rue, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 42819,

Que la société P.F. CONSULT s.à r.l. a cessé toute activité commerciale.

Que les comptes sociaux sont parfaitement connus des associés et sont approuvés par eux.

Que tout le passif de la société a été apuré et que tout l'actif a été distribué.

Que la société ne possède ni immeuble ni part d'immeuble.

Que la société ne détient pas de participation dans d'autres sociétés.

Que les comparants n'ont plus de revendication envers la société.

Ceci approuvé, les comparants ont prié le notaire d'acter les résolutions unanimes suivantes:

1. La société P.F. CONSULT s.à r.l. est dissoute et liquidée avec effet immédiat.
2. Pour autant que de besoin, Monsieur Paul FEYT, préqualifié, est à considérer comme liquidateur, qui est également personnellement et solidairement responsable des frais des présentes.
3. Les documents de la société seront conservés pendant un délai de cinq ans à l'adresse de Monsieur Paul FEYT.
4. Au cas où, par impossible, une dette ou une créance aurait échappé au liquidateur, les associés susdits en supporteraient les frais ou en feraient le bénéfice.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède aux comparants, connus du notaire par nom, prénom, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. FEYT, M. WOLFF, C. MINES.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 16 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/8729. Reçu soixante-quinze euros 75,- €.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

Pour copie conforme,

Capellen, le 21 mars 2016.

Référence de publication: 2016099873/46.

(160069852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

Belfius Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 187.871.

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui s'est tenue le 18 avril 2016:

- a renouvelé le mandat d'administrateur de:

Monsieur Tanguy de VILLENFAGNE, Avenue des Arts 58, B-1000 Bruxelles

Monsieur Vincent HAMELINK, Avenue des Arts 58, B-1000 Bruxelles

Monsieur Jean-Yves MALDAGUE, 136 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

Madame Myriam VANNESTE, Avenue des Arts 58, B-1000 Bruxelles

Monsieur Jan VERGOTE, Boulevard Pachéco, 44, B-1000 Bruxelles

pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine assemblée en 2017

- a renouvelé le mandat de PricewaterhouseCoopers, RCS B-65477, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, en tant que Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine assemblée en 2017.

Pour BELFIUS FUND

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2016096664/21.

(160066776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

BIL Patrimonial, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 46.235.

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui s'est tenue le 19 avril 2016:

- a renouvelé le mandat d'administrateur de:

Madame Nadège DUFOSSÉ, 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

Monsieur Vincent HAMELINK, Avenue des Arts 58, B-1000 Bruxelles

Monsieur Yves KUHN, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg

Monsieur Jean-Yves MALDAGUE, 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

Monsieur Alain PETERS, 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine assemblée en 2017

- a renouvelé le mandat de PricewaterhouseCoopers, RCS B-65477, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, en tant que Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine assemblée en 2017.

Pour BIL PATRIMONIAL

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2016096665/21.

(160066775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

Basic & Háp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5532 Remich, 15, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 187.120.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 21 avril 2016.

Référence de publication: 2016096650/10.

(160066894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.
